



COMMUNAUTÉ  
DE COMMUNES  
DU VAL DE SULLY

# **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2022**

## PREAMBULE

### Le Débat d’Orientation Budgétaire (D.O.B.)

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d’orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d’informer sur sa situation.

Le débat d’orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l’information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d’une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

#### Objectifs du DOB

Préparer et anticiper l’examen du budget

Donner des informations permettant à l’assemblée délibérante de débattre des orientations budgétaires de la collectivité

Informer les administrés des choix de la collectivité pour les années à venir

### Rappel réglementaire

Le Conseil communautaire est invité à tenir son Débat d’Orientation Budgétaire (DOB), afin d’échanger sur les grandes orientations du budget 2022, conformément à l’article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales. La tenue d’un DOB est obligatoire, et ce, dans les deux mois précédant l’examen du budget primitif.

Le DOB doit faire l’objet d’un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

### Rapport d’orientations budgétaires

Avant l’examen du budget, l’exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport.

Ainsi le DOB doit faire l’objet d’un rapport d’orientations budgétaires (ROB) comportant des informations énumérées par la loi :

les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d’évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l’EPCI dont elle est membre ;

les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;

la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l’exercice ;

une présentation de la structure des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et l’exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

### Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018 – 2022:

Faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.

Ce rapport donne lieu un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote.

Le rapport prévu à l'article L2312.1 du CGCT est transmis aux maires des communes membres dans un délai de 15 jours à compter de son examen par le Conseil communautaire. Il est également transmis à Monsieur le Préfet de Département.

Il est mis à la disposition du public au siège de la Communauté de communes dans les 15 jours suivants la tenue du débat d'orientations budgétaires. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen.

## **LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Au niveau mondial, l'économie rebondit malgré les répliques épidémiques. En effet, après le repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de COVID 19 au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021. L'arrivée des vaccins en début d'année et l'expérience acquise au fil des différents confinements ont permis de limiter les effets les plus néfastes pour l'activité économique. Les plans de soutien budgétaires massifs ont également contribué à atténuer les pertes de croissance. La reprise est cependant différenciée selon les régions du monde. Le niveau de PIB préalable à la pandémie devrait être rejoint dans la plupart des grandes économies entre la fin 2021 et le premier trimestre 2022. Après -2,8% en 2020, la croissance mondiale rebondirait à 5,7% en 2021 puis ralentirait à 4% en 2022.

Dans la zone euro, les confinements ayant été plus longs et plus stricts, la croissance a redémarré plus tardivement mais plus solidement. En 2021, la croissance de la zone euro devrait atteindre 5,1% (après -6,5% en 2020) puis, elle ralentirait progressivement en 2022 à 4,1% environ.

En France, l'impact économique de la crise sanitaire aura été nettement moins fort. Grâce à la protection du vaccin contre le COVID 19, la plupart des restrictions sanitaires ont été levées entre mai et juin, favorisant la reprise de l'activité. Dans ce contexte favorable, un retour de l'économie française à son niveau pré-pandémique est prévu dès 2022. Néanmoins, certains points de vigilance sont à prendre en compte : d'une part, le rythme de vaccination varie fortement d'une région du monde à l'autre, ce qui pourrait favoriser l'émergence de nouveaux variants qui impacteraient l'économie mondiale en cas de nouveaux confinements régionaux. D'autres part, de nombreuses entreprises françaises font face à des difficultés d'approvisionnement, ce qui constitue un obstacle à la production et affecte certaines branches de l'industrie, notamment le secteur de l'automobile. Enfin, le plan d'investissement France 2030 a été dévoilé le 12 octobre 2021. Au total, 30 milliards € devraient être investis sur 5 ans afin de booster et rénover l'industrie française. La moitié de ces dépenses sera tournée vers la transition écologique. Ce sont entre 3 et 4 milliards € qui devraient être investis en 2022.

## **LOI DE FINANCES 2022 - LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES**

Le cru 2022 du Projet de Loi de Finances 2022 (PLF) peut sembler léger tant en nombre d'articles que d'impacts sur leurs finances. C'est le dernier de l'actuel loi de programmation des finances publiques 2018-2022, tout comme le dernier de l'actuel quinquennat qui se conclura en avril 2022.

Il s'agit donc d'un document de fin de cycle, contenant des ajustements sur les deux réformes fiscales et marquant la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire.

On est donc loin des lois de finances lourdes de conséquences pour les collectivités (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réforme des impôts de production, stabilisation des concours financiers de l'Etat, ...) et de l'incitation à la modération des dépenses de fonctionnement. Cependant, certains de ces articles pour 2022 devraient avoir une suite dans les années à venir, notamment autour de la logique de ressources des collectivités, de l'investissement de relance et surtout de transition.

### **Des transferts financiers de l'Etat aux collectivités en augmentation dans le PLF 2022**

Ils atteignent 105,5 milliards € dans le PLF 2022 à périmètre courant, en hausse de 1,2 % (+ 1,3 Mds €) par rapport à la LFI 2021. Cette augmentation est principalement liée à la fiscalité transférée.

### **Concours financiers de l'Etat (52,7 milliards €)**

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT), la TVA des régions et celle du fonds de sauvegarde des départements.

Ces concours progressent par rapport à 2021, hors mesures exceptionnelles de soutien pendant la crise sanitaire, sous l'effet de nouvelles mesures :

- création d'une dotation de compensation de la baisse du dispositif de compensation péréquée (DCP) pour les départements (52 M€)
- instauration d'un fonds d'urgence au profit des collectivités sinistrées par la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes : 150 M€ au total dont 31 M€ consommés en 2022 et majoration de 18,5 M€ de la dotation de solidarité pour les collectivités frappées par des catastrophes naturelles pour accompagner les collectivités des Alpes-Maritimes dans la reconstruction
- doublement de la dotation biodiversité, bénéficiant aux collectivités hébergeant des zones naturelles protégées sur leur territoire (10 M€)

Les PSR de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (82 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (41 %).

Les PSR s'élèvent à 43,21 milliards € en 2022, c'est-à-dire hors dispositifs exceptionnels adoptés durant la crise sanitaire, en hausse de 292 millions € par rapport à la LFI 2021.

Cette évolution est principalement due à :

- la hausse prévisionnelle de 352 millions € de compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et CFE des locaux industriels, afin de neutraliser les effets de la réforme des impôts de production

- l'augmentation prévisionnelle de 41 millions € de compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale due essentiellement à la progression de la compensation de l'exonération de CFE pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 €
- la baisse de 50 millions € de deux dotations au titre de la minoration des variables d'ajustement
- la diminution anticipée de 46 millions € du FCTVA. Il reste à noter l'expérimentation de la recentralisation du RSA en Seine-Saint-Denis (modalités de compensation prévues dans ce PLF) qui entraîne la baisse du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) puisque la part concernant le département 93 de ce fonds est récupéré par l'Etat.

En Mds € **PLF 2022**  
(LFI 2021)

<b>Transferts financiers aux collectivités locales</b>		<b>2022 : 105,5</b>	
		<b>2021 : 104,2</b>	
Fiscalité transférée	<b>40,1</b> (37,3)	Financement de la formation professionnelle	<b>0,7</b> (0,9)



<b>Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage</b>			<b>2022 : 64,7</b>
			<b>2021 : 66</b>
Subventions autres ministères	<b>4,7</b> (4,4)	Dégrèvements législatifs	<b>6,7</b> (9)
		Amendes de police	<b>0,6</b> (0,6)



<b>Transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales</b>			<b>2022 : 52,7</b>
			<b>2021 : 52,1</b>
Prélèvements sur recettes dont	<b>43,2</b> (43,4)	Mission RCT dont	<b>4,6</b> (4,2)
DGF	26,786	TVA des régions	<b>4,7</b> (4,3)
FCTVA	6,500	DGD	1,550
Comp.réduction de 50% des val.loc.des locaux industriels	3,642	DETR	1,046
Dotation régionale d'équipement scolaire	0,661	DSIL (communes et groupements)	0,907
Comp.exonérations fiscales	0,581	DSI Départements	0,212
		Comp.régions frais de gestion	0,293
		TVA fonds de sauvegarde départements	0,2

Sources : jaunes budgétaires 2022

## **Prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : Un niveau de DGF stabilisé**

La DGF 2022 est stable avec un montant de 26,786 milliards € : 18,3 milliards € pour le bloc communal et 8,5 milliards € pour les départements.

L'évolution du montant de la DGF à périmètre courant par rapport à 2021, tient à deux mesures de périmètre :

- ajustement du montant de la dotation de compensation du département de la Réunion afin de tirer les conséquences de la recentralisation du financement du RSA
- absence de nouvel abondement du fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU).

### **Variables d'ajustement : comme en 2021, une baisse très réduite en 2022**

Le PLF prévoit une minoration très limitée des variables d'ajustement de 50 millions € \* pour 2022, uniquement fléchée sur les régions. Elle concerne la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que la dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE).

Les variables d'ajustement du bloc communal et des départements sont épargnées.

Comme en 2020 et 2021, la minoration des variables d'ajustement se fera au prorata des recettes réelles de fonctionnement de leurs bénéficiaires pour 2022.

*\* Stable par rapport à 2021 et en baisse par rapport aux années précédentes (120 M€ en 2020, 159 M€ en 2019 et 293 M€ en 2018)*

### **Des dotations de soutien à l'investissement local en hausse pour 2022**

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 2,1 milliards € dans le PLF 2022, montant en hausse (lié à la DSIL) comparativement à 2021 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 907 millions € (+337 millions € par rapport à 2021)
- dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est quant à elle renouvelée au même niveau que l'année passée : 212 millions €

### **Hausse de la péréquation verticale**

Elle représente 230 millions € en 2022. Elle était de 220 millions € sur 2021.

Pour la 4ème année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF. La conséquence est d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement mais cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes et départements et de la dotation d'intercommunalité des EPCI.

## **Réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations et fonds de péréquation**

Le PLF 2022 poursuit la réforme initiée par la loi de finances pour 2021. Pour neutraliser les effets des réformes fiscales (la suppression de la taxe d'habitation, la part départementale de foncier bâti aux communes, la fraction de TVA aux EPCI et aux départements et la compensation des pertes de recettes liées à la réforme des valeurs locatives des locaux industriels), ce nouveau calcul des indicateurs financiers a pour objectif de bien tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités et donc de retranscrire le plus justement possible la potentielle richesse des territoires.

## **Suppression des dépenses fiscales inefficaces**

Il est proposé de supprimer les exonérations temporaires de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour les entreprises bénéficiant de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour reprise d'une entreprise ou d'un établissement industriel en difficulté.

## **Habilitation à modifier par ordonnance le régime de responsabilité des gestionnaires publics**

La réforme de l'organisation financière de l'État comprend plusieurs mesures qui visent à :

- mieux coordonner et proportionner les contrôles
- simplifier les procédures
- déconcentrer la gestion budgétaire pour renforcer la capacité d'action de l'État dans les territoires

La conséquence est une rénovation en profondeur du régime de responsabilité des ordonnateurs et des comptables publics.

L'actuel régime :

- les comptables publics sont soumis à une responsabilité personnelle et pécuniaire mise en jeu par la Cour des comptes (CDC) et les chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC)
- les ordonnateurs sont justiciables devant la Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF)

En conservant bien la séparation fondamentale ordonnateurs / comptables, il a été souhaité que des travaux soient menés conjointement entre l'administration, la CDC et le Conseil d'État dans le but de définir un nouveau régime unifié de responsabilité financière qui serait applicable à l'ensemble des agents publics pour le 1er janvier 2023.

Ce nouveau régime visera à sanctionner, de façon plus efficace et ciblée, les fautes graves concernant l'exécution des recettes / dépenses ou la gestion des biens des entités publiques, ayant causé un préjudice financier significatif. Il ouvrira la possibilité de sanctionner les fautes de gestion en cas de négligences et carences graves dans l'exercice des contrôles réalisés par les acteurs de la chaîne financière, sous réserve qu'elles aient été à l'origine d'un préjudice financier important. Et il modernisera d'autres infractions actuellement prévues par le code des juridictions financières et le régime spécifique de la gestion de fait.

A la place de la CDBF compétente pour les ordonnateurs, et des juridictions financières pour les comptables publics, la juridiction unifiée en charge de la répression de ces fautes en première instance sera une chambre de la CDC, comprenant des membres de la Cour et des magistrats des CRTC. Afin de renforcer les droits des justiciables, une cour d'appel financière, présidée par le Premier président de la CDC sera instituée, composée de quatre membres du Conseil d'État, de quatre membres de la CDC et de deux personnalités qualifiées désignées pour leur expérience en gestion publique. L'appel sera suspensif. Le conseil d'État demeurera la juridiction de cassation.

La juridiction pourra être amenée à prononcer des amendes pécuniaires à l'encontre des justiciables, dont le montant sera plafonné à six mois de rémunération de l'agent. Elle pourra également prononcer une peine complémentaire d'interdiction d'exercer les fonctions de comptable ou d'avoir la qualité d'ordonnateur pour une durée déterminée.

Le régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics (régime établi par la loi de finances pour 1963) étant supprimé, l'ordonnance comportera aussi des dispositions, relevant du domaine de la loi, de nature à garantir que les comptables publics continueront à jouer pleinement leur rôle de garant de la régularité des opérations de recettes et dépenses

## CONTEXTE FINANCIER DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES 2021

### Réalisé 2021 : FONCTIONNEMENT

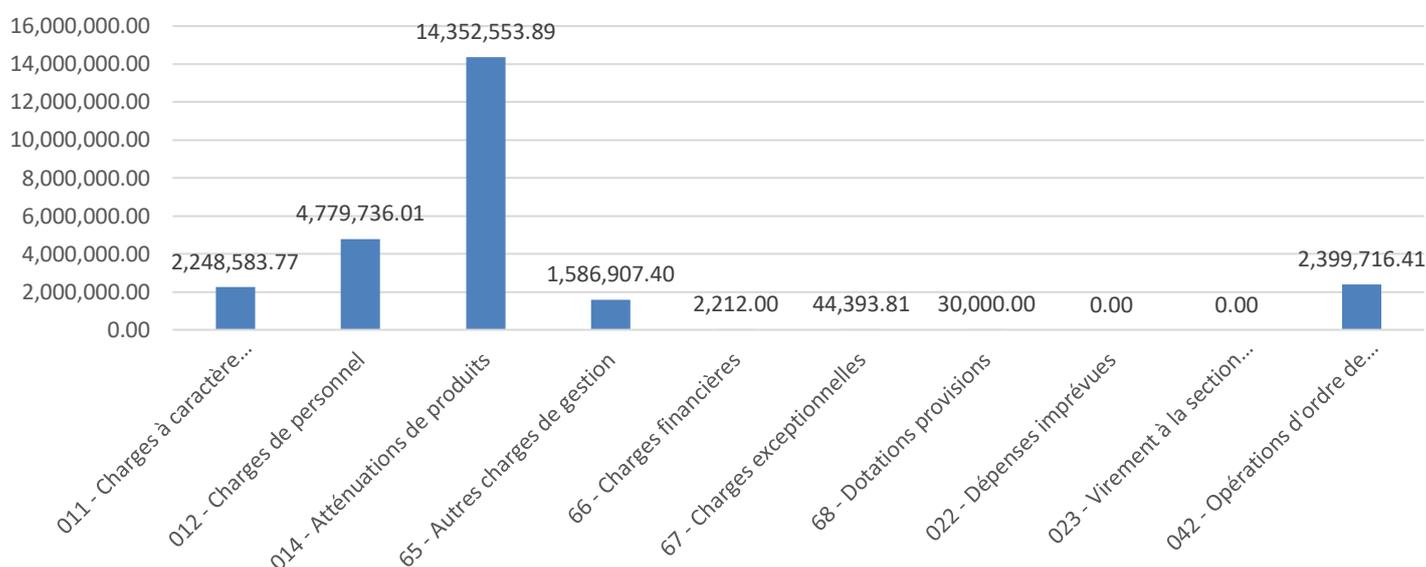
#### DÉPENSES :

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019	Ordonnancé 2020 + Charges rattachées	Ordonnancé 2021 + charges rattachées	Evolution en %
D	F	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>27 563 328,59</b>	<b>25 256 461,29</b>	<b>25 444 103,29</b>	0,74%
		011 - Charges à caractère général	2 531 329,11	2 267 702,62	2 248 583,77	-0,84%
		012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 535 335,71	5 007 605,69	4 779 736,01	-4,55%
		014 - Atténuations de produits	16 571 523,16	14 061 907,64	14 352 553,89	2,07%
		65 - Autres charges de gestion courante	1 741 657,53	1 661 809,11	1 586 907,40	-4,51%
		66 - Charges financières	0,00	0,00	2 212,00	
		67 - Charges exceptionnelles	30 877,48	59 907,53	44 393,81	-25,90%
		68 - Dotations provisions semi-budgétaires	0,00	0,00	30 000,00	
		022 - Dépenses imprévues (fonctionnement)	0,00	0,00	0,00	
		<b>DF réelles</b>	<b>25 410 722,99</b>	<b>23 058 932,59</b>	<b>23 044 386,88</b>	-0,06%
		023 - Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	
		042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 152 605,60	2 197 528,70	2 399 716,41	9,20%
		<b>DF d'ordre</b>	<b>2 152 605,60</b>	<b>2 197 528,70</b>	<b>2 399 716,41</b>	9,20%

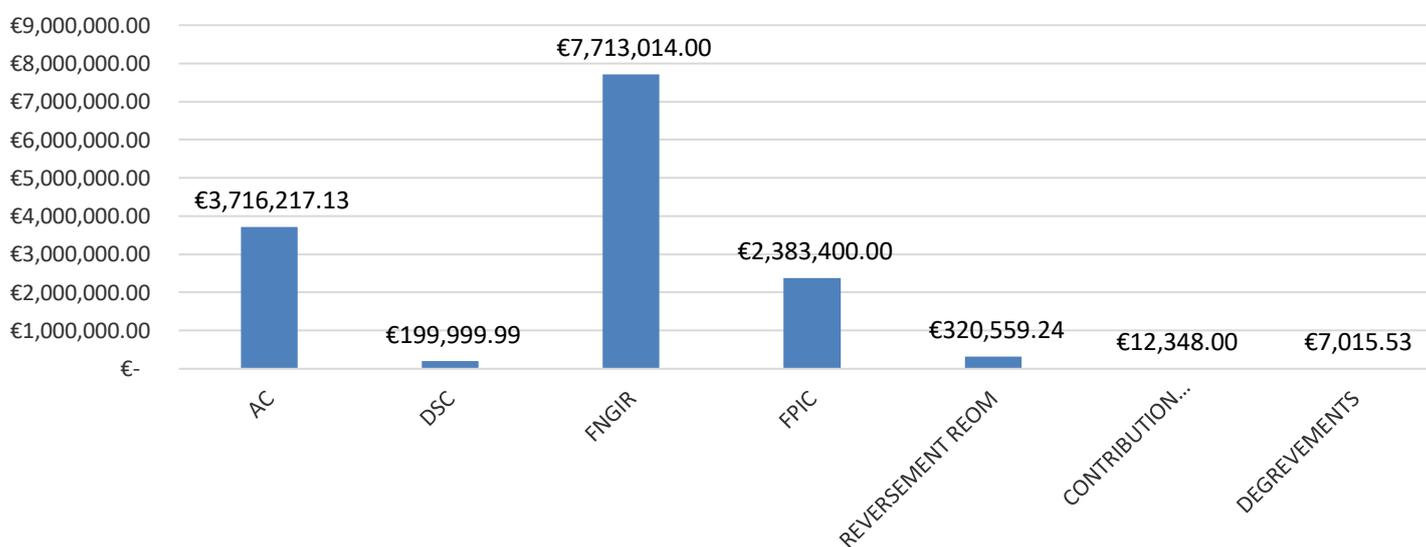
FLUIDES	2020	2021	%
60611 - Eau et Assainissement	7 065,32 €	7 812,40 €	10,57%
606121 - Electricité	78 646,12 €	78 129,42 €	-0,66%
606122 - Gaz	44 052,87 €	50 337,98 €	14,27%
<b>TOTAL</b>	<b>129 764,31 €</b>	<b>136 279,80 €</b>	<b>5,02%</b>

Le chapitre 011 hors fluides a une évolution de -1,20 % entre 2021 et 2020.

## RÉPARTITION DES DEPENSES DES FONCTIONNEMENT 2021



## RÉPARTITION ATTÉNUATION DE PRODUITS - CHAPITRE 014



## **CHAPITRE 011 – CHARGES A CARACTERE GENERAL : - 0,84%**

Lors de la préparation budgétaire 2021, il a été demandé aux services -10% sur les dépenses du chapitre 011 (hors fluide c'est-à-dire gaz, eau, électricité, ....).

Diminution des charges à caractère général :

- Diminution de la contribution VAL D'OREANE (-6,50 % conformément au contrat)
- Moins d'achats liés à la COVID 19 sur 2021 : achats d'équipements, masques, gel hydroalcoolique car les achats ont été faits sur 2020 (-50,31%)
- Moins de sorties ou concerts ou intervenants (-26,32%)
- Le Budget livres des bibliothèques a été diminué de 36 000 € sur 2021 (-51,75%)
- Frais de remboursements aux communes en baisse bien Il y ait eu des rattrapages de plusieurs années sur 2020 (-52,02%)

D'autres postes ont cependant augmenté par rapport à 2020 :

- Télésurveillance et recyclage des déchets sur des nouveaux sites : Multi-accueil d'Ouzouer sur Loire (année complète) et Maison pour tous (ouverture) : + 30,19%
- Frais d'insertion (+145,80%) pour divers marchés (ménage, DSP cinéma et centre aquatique, assurances, repas crèche), recrutement (urbanisme), évènements (forum de l'emploi, Week-end jeux vidéo)
- Frais liés à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la DSP du Centre Aquatique
- Frais de nettoyage des locaux pour la maison pour tous et le multi-accueil d'Ouzouer sur Loire (année complète) : +23,37%.
- Taxe d'aménagement et redevance archéologie préventive pour le bâtiment IFCEN ZA DES GABILLONS à Dampierre en Burly et taxe de redevance archéologique pour la ZA DES AJEUNIERES à Bray Saint Aignan

## **CHAPITRE 012 – CHARGES DE PERSONNEL ET ASSIMILES : - 4,55%**

Diminution en lien avec :

- Le non-remplacement d'un agent démissionnaire - service tourisme (départ le 5/02)
- Le non-renouvellement d'un assistant de conservation du patrimoine - service culture-patrimoine (départ le 13/03)
- Le non-remplacement d'un agent administratif au service finances (départ le 1/04/2021)
- La mutation d'un rédacteur principal - service culture-patrimoine (départ le 1/05- Remplacé le 25/06 par un agent à mi-temps)
- La mise en disponibilité d'un adjoint du patrimoine - bibliothèques (départ au 19/03)
- Le non-renouvellement du contrat éducateur de jeunes enfants - multi-accueil d'Ouzouer sur Loire (départ le 23/08/2021- Recrutement en cours).
- La mise en disponibilité d'une puéricultrice - RAM (départ au 16/11 – Recrutement en cours)
- La fin du contrat d'un agent de maîtrise - cinéma (départ le 13/11)
- Le non-renouvellement du contrat d'un adjoint technique - cinéma (départ au 28/02)
- La mutation d'un rédacteur - urbanisme (départ au 1/04 – Remplacement en interne)
- Le non-remplacement d'un adjoint administratif - urbanisme (départ au 1/07 – Recrutement en cours)
- Le détachement d'un chef de service de police (départ au 1/05 – Remplacement en interne)
- La démission d'un animateur - animation jeunesse (départ le 6/06 – Recrutement en cours)
- La mutation d'un animateur - animation jeunesse (départ le 21/05- Remplacé le 6/11)

#### **CHAPITRE 014 – ATTENUATIONS DE PRODUITS : + 2,07%**

Constitue le premier poste de dépense de la section de fonctionnement (FNGIR + FPIC + AC + DSC)

➔ 57 % du budget de fonctionnement 2021(56% sur l'exercice 2020 et 60 % sur l'exercice 2019).

Stagnation du montant des AC, de la DSC (326 000 € en 2019, 200 000 € en 2020 et 2021) et du FNGIR

Augmentation du FPIC : +10,60%

Augmentation du reversement de la contribution au SICTOM au titre de la REOM en raison des relances faites par la trésorerie entre janvier et juin 2021, avant la prescription quadriennale, des factures émises entre 2017 et 2019 : +15,43%.

#### **CHAPITRE 65 – AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE : - 4,51%**

Baisse de la subvention versée au budget annexe Office de Tourisme compte tenu de l'excédent 2020 d'un montant de 102 893,83 € : -32,84%

Baisse des subventions versées aux collègues : -14,83 %

Augmentation des admissions en non-valeur REOM : +156,61%

Cotisations de sécurité sociale – part patronale -> Basculé au chapitre 65 (en 2020 au chapitre 012)

Hausse des subventions versées : + 36,66 %

➔ Changement d'imputation pour les aides COVID 19 versées sur 2021. En 2020, nous avons versé des aides économiques aux entreprises impactés par la crise du COVID 19. Nous avons pu inscrire ces subventions au 20422 car il s'agissait d'un dispositif exceptionnel de solidarité avec le Département, qui nous reversait une subvention. Nous avons renouvelé ces aides COVID 19 sur 2021 mais nous avons dû imputer ces subventions au 6574 s'agissant d'une initiative de la CC.

➔ Versement de subventions aux communes (fêtes locales) et manifestations diverses (Heures historiques, Fête du bois,...)

#### **CHAPITRE 66 – CHARGES FINANCIERES**

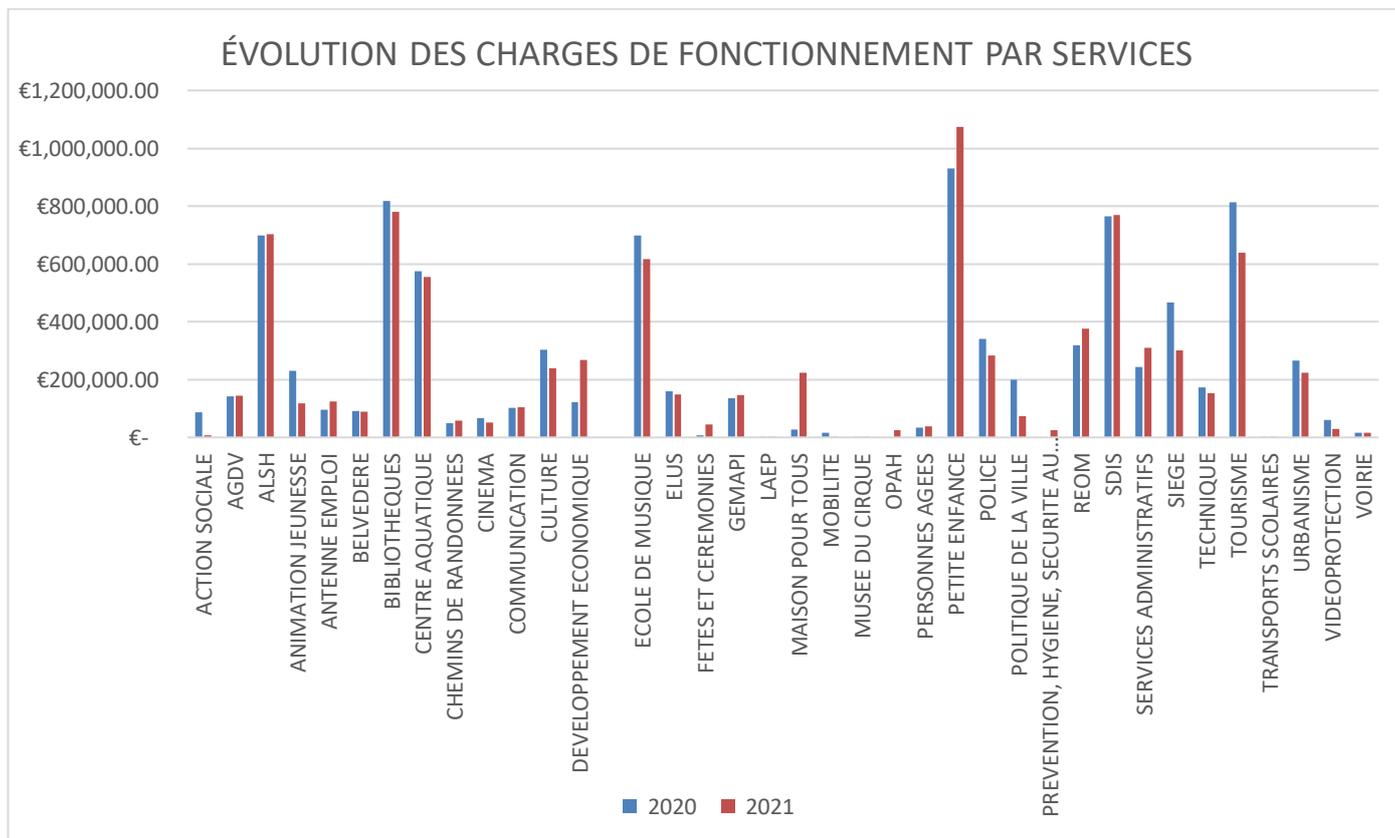
Frais liés aux intérêts de la ligne de trésorerie (2 212 €)

#### **CHAPITRE 67 – CHARGES EXCEPTIONNELLES : - 25,90 %**

Baisse des annulations de titre de recettes antérieur concernant la REOM : - 17,80 %

#### **CHAPITRE 68 – DOTATIONS PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES :**

Provision de 30 000 € constituée pour la REOM de 2017 à 2019. C'est une obligation pour les collectivités de comptabiliser des provisions pour créances douteuses.



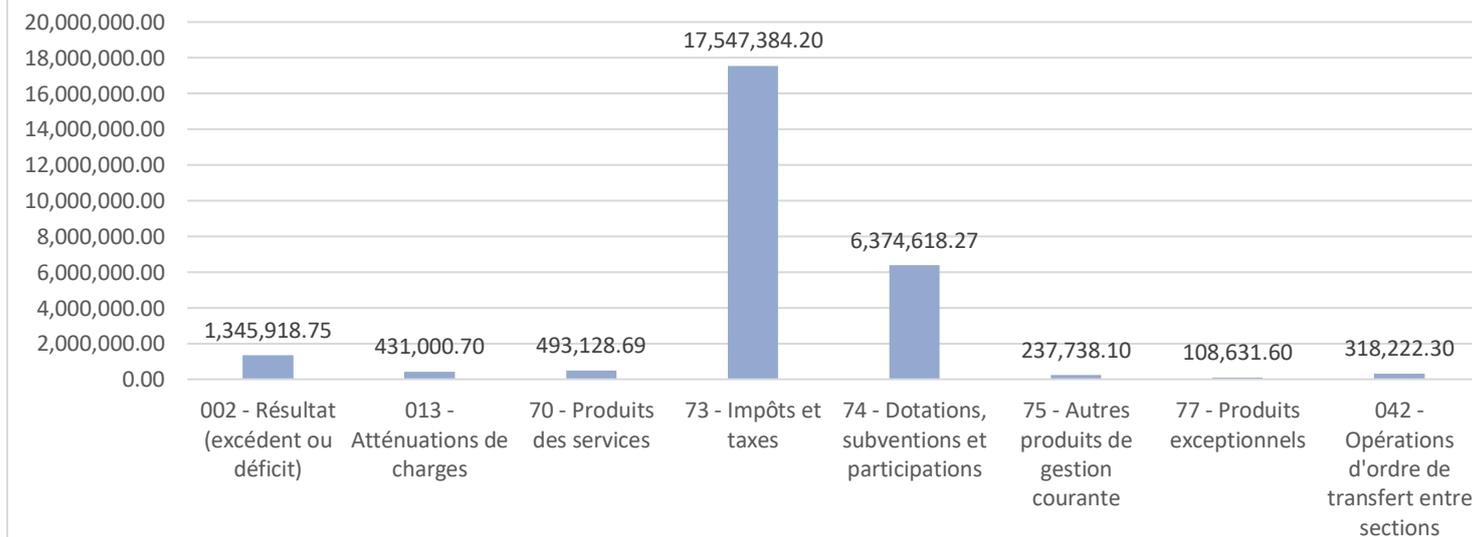
Concernant les services, les dépenses de fonctionnement sont mobilisées principalement sur :

- ➔ Les structures ALSH
- ➔ Les structures petite enfance : hausse sur 2021 liée à l'ouverture du multi-accueil d'Ouzouer sur Loire
- ➔ Les médiathèques
- ➔ Le centre aquatique
- ➔ L'école de musique
- ➔ Le SDIS
- ➔ Le tourisme : principalement pour les frais de personnels et la subvention versée au budget tourisme

## RECETTES :

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019	Ordonnancé 2020	Ordonnancé 2021 + Produits rattachés	Evolution en %
R	F	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>31 779 912,43</b>	<b>27 903 002,00</b>	<b>26 856 642,61</b>	-3,75%
		002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	5 306 948,24	2 983 575,54	1 345 918,75	-54,89%
		013 - Atténuations de charges	425 069,20	471 052,34	431 000,70	-8,50%
		70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 337 011,04	327 000,41	493 128,69	50,80%
		73 - Impôts et taxes	19 915 360,20	21 188 161,20	17 547 384,20	-17,18%
		74 - Dotations, subventions et participations	2 238 054,89	2 298 664,28	6 374 618,27	177,32%
		75 - Autres produits de gestion courante	204 657,79	217 618,73	237 738,10	9,25%
		77 - Produits exceptionnels	32 420,60	98 668,59	108 631,60	10,10%
		<b>RF réelles</b>	<b>31 459 521,96</b>	<b>27 584 741,09</b>	<b>26 538 420,31</b>	-3,79%
		042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	320 390,47	318 260,91	318 222,30	-0,01%
		<b>RF d'ordre</b>	<b>320 390,47</b>	<b>318 260,91</b>	<b>318 222,30</b>	-0,01%

### REPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2021



## **EXCEDENT 002 - RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE : - 54,89 %**

Baisse progressive de l'excédent de fonctionnement reporté.  
Montant de l'excédent de fonctionnement en 2016 : 7 727 048,32 €.  
Montant de l'excédent de fonctionnement en 2017 : 5 638 789,65 €.  
Montant de l'excédent de fonctionnement en 2018 : 5 306 948,24 €.  
Montant de l'excédent de fonctionnement en 2019 : 2 983 575,54 €  
Montant de l'excédent de fonctionnement en 2020 : 1 345 918,75 €

## **CHAPITRE 70 – PRODUITS DES SERVICES : + 50,80 %**

Diminution de la facturation sur la fréquentation du centre aquatique : - 44,98 %

→ Rattrapage du 1<sup>er</sup> semestre 2019 sur 2020

Hausse des recettes des services culturels : +181,70%

→ Ecole de musique : facturation de l'année scolaire 2020/2021 (au lieu de 2020) + année scolaire 2021/2022

→ Régie spectacle de juin à novembre 2021

→ Régie cinéma de mai à novembre 2021

Hausse des recettes ALSH : +20,99%

Hausse des recettes des Multi-Accueil : +66,05%

→ Une année complète facturée pour le Multi-accueil d'Ouzouer sur Loire

La hausse générale des produits des services s'explique par le fait que 2021 a été une année où les services ont fonctionné quasi-normalement, contrairement à 2020 (confinement).

## **CHAPITRES 73 - IMPOTS ET TAXES et 74- DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS : + 1,85 %**

Stabilité des dotations.

Les allocations compensatrices de CFE et des taxes foncières bâties et non bâties sont versées sur le chapitre 74 en 2021 d'où la baisse importante sur le chapitre 73 et l'augmentation sur le chapitre 74.

## **CHAPITRE 75 – AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE : + 9,25 %**

Progression liée à la perception de loyers supplémentaires pour les locations de locaux dans les zones d'activités :

→ Entreprise Mani textile avec un 2<sup>nd</sup> local à la ZA DES GABILLONS

→ Entreprise QAHSER, nouveau locataire à la ZA DE LA JOUANNE

→ Des loyers s'arrêtent cependant pour d'autres locataires : BOCCARD qui a quitté le local au 30.09.2021 et 2TMI qui est devenu propriétaire du local à compter du 01.10.2021 (Vente SCI MATHYS).

## **CHAPITRE 77 – PRODUITS EXCEPTIONNELS : + 10,10 %**

Régularisation des charges constatées + remboursement des frais de mise en fourrière.

Divers remboursements suite à des avoirs (EDF, ENGIE,...) + remboursement de GROUPAMA suite à des sinistres.

Cession d'un terrain à la ZA LES BRUYERES à Viglain à la SCI MNPG LA GAUDRIERE : 30 168 €

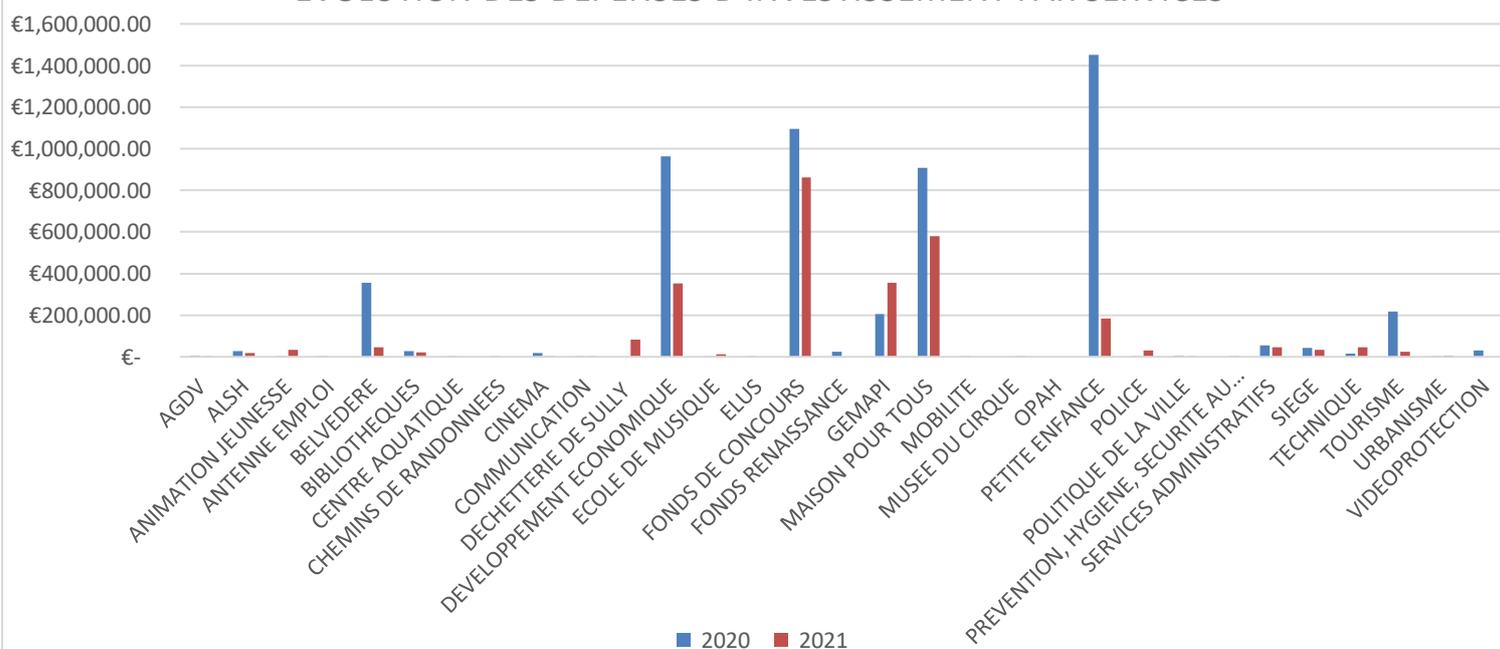
Cession d'un bâtiment à la ZA DE LA JOUANNE à Ouzouer sur Loire à la SCI MATHYS : 45 000 €

## Réalisé 2021 : INVESTISSEMENT

### DÉPENSES :

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019	Ordonnancé 2020	Ordonnancé 2021	Evolution en %
D	I	<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 230 513,61</b>	<b>7 105 385,24</b>	<b>4 944 522,45</b>	-30,41%
		001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		1 223 093,22	1 865 085,77	52,49%
		20 - Immobilisations incorporelles	261 848,93	175 142,82	225 214,75	28,59%
		204 - Subventions d'équipement versées	1 155 839,00	1 555 780,77	1 083 990,98	-30,32%
		21 - Immobilisations corporelles	315 176,33	332 110,15	416 625,45	25,45%
		23 - Immobilisations en cours	4 015 683,84	3 383 856,25	992 832,23	-70,66%
		16 - Emprunts et dettes assimilées	4 738,80	6 344,33	25 599,64	303,50%
		27 - Autres immobilisations financières	0,00	24 776,00	0,00	-100,00%
		020 - Dépenses imprévues (investissement)	0,00	0,00	0,00	0,00%
		<b>DI réelles</b>	<b>5 753 286,90</b>	<b>6 701 103,54</b>	<b>4 609 348,82</b>	<b>-31,22%</b>
		040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	320 390,47	318 260,91	318 222,30	-0,01%
		041 - Opérations patrimoniales	156 836,24	86 020,79	16 951,33	-80,29%
		<b>DI d'ordre</b>	<b>477 226,71</b>	<b>404 281,70</b>	<b>335 173,63</b>	<b>-17,09%</b>

### ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR SERVICES



## **CHAPITRE 20 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : + 28,59 %**

Divers frais d'études et insertions :

- ADAP : Mise en accessibilité de 6 bâtiments : 9 680 €
- Opération 114 – Réhabilitation du bâtiment principal à la ZA DE LA JOUANNE, à Ouzouer sur Loire : 19 440 €
- Opération 111 – ZA LES AJEAUNIERES, à Bray Saint Aignan : 8 975 €
- Requalification de la voirie à la ZA DE LA PILLARDIERE, à Sully sur Loire : 18 853 €
- Audits et Diagnostics pour la phase 2 des travaux à l'ALSH de Saint Benoit sur Loire : 5 748 €
- Audits et Diagnostics pour la phase 2 des travaux du Multi-accueil de Sully sur Loire : 8 826 €
- Etudes sur les inondations par ruissellement et débordement des cours d'eau (Rivières) : 68 843 €

Acquisitions de logiciels : 80 724 €

- Paiement du logiciel CIVIL NET FINANCES, acquis en 2020
- Création et déploiement d'un site de boutique en ligne dédié aux entreprises du VAL DE SULLY
- Numérisation des PLU et intégration GEOPORTAIL, pour le service urbanisme

## **Chapitre 204 – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES : -30,32 %**

Versement du solde du VIADUC SULLY-ST PERE auprès du DEPARTEMENT : 23 423 € en 2021, 210 810 € en 2020.

Baisse des fonds de concours : -21,17 %

Baisse des subventions versées aux entreprises : -30,32 %

- Les aides COVID ont été versées sur l'imputation 6574 en 2021

## **Chapitre 21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES : + 25,45 %**

Acquisition de parcelles : + 91,33 %

- Acquisition de terrain pour la future déchetterie de Sully sur Loire : 79 550 €
- Acquisition de la parcelle AD N°17, à la ZA DE LA JOUANNE : 45 505,50 €

Achat de mobilier pour équiper la Maison pour Tous

## **CHAPITRE 23 – IMMOBILISATIONS EN COURS : -70,66 %**

Fin de l'opération 109 – Construction d'un centre d'interprétation sur 2020

Fin de l'opération 113 – Construction d'un centre de formation TRIHOM + Rénovation des locaux existant sur 2020

Fin de l'opération de construction d'un bâtiment de formation pour IFCEN sur 2020

Opération 112 – Construction d'un Multi-accueil à Ouzouer sur Loire. Les travaux se sont terminés sur 2020. Les derniers paiements ont été soldés sur 2021.

Une grosse partie des travaux de la Maison pour Tous a été payée sur 2020. En 2021, nous avons terminé de payer cette opération

## **CHAPITRE 16 – EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES :**

Augmentation liée au paiement de la 1<sup>ère</sup> annuité de remboursement du prêt de la CAF, obtenu en 2020 pour la maison pour tous. Le remboursement est étalé sur 3 années (2021 : 20 000 € ; 2022 : 20 000 € ; 2023 : 5 000 €).

## RECETTES :

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019	Ordonnancé 2020	Ordonnancé 2021	Evolution en %
R	I	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>4 996 342,60</b>	<b>5 240 299,47</b>	<b>6 073 081,22</b>	15,89%
		001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 781 734,23	0,00	0,00	0,00%
		13 - Subventions d'investissement	319 362,00	974 309,23	1 722 910,38	76,83%
		16 - Emprunts et dettes assimilés (hors 165)	0,00	45 000,00	0,00	0,00%
		20 - Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	974,40	0,00%
		204 - Subventions d'équipement	44 117,50	3 566,60	0,00	-100,00%
		23 - Immobilisations en cours	8 200,03	30 597,14	0,00	-100,00%
		10 - Dotations, fonds divers et réserves	527 037,00	641 326,00	626 936,74	-2,24%
		1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	1 234 171,01	1 300 621,96	5,38%
		16 - Emprunts et dettes assimilés (165)	6 450,00	27 780,00	4 970,00	-82,11%
		<b>RI réelles</b>	<b>2 686 900,76</b>	<b>2 956 749,98</b>	<b>3 656 413,48</b>	<b>23,66%</b>
		040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 152 605,60	2 197 528,70	2 399 716,41	9,20%
		041 - Opérations patrimoniales	156 836,24	86 020,79	16 951,33	-80,29%
		<b>RI d'ordre</b>	<b>2 309 441,84</b>	<b>2 283 549,49</b>	<b>2 416 667,74</b>	<b>5,83%</b>

### **CHAPITRE 10 – DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES : -2,24 %**

Sur 2021, perception du FCTVA sur les dépenses 2020 ainsi que sur les dépenses 2021 (de janvier à octobre 2021). En effet, depuis le 01/01/2021, automatisation du FCTVA. Le FCTVA est désormais perçu sur l'année de la réalisation de la dépense.

→ La baisse s'explique par le fait que les dépenses d'investissement diminuent progressivement depuis 2020 avec la fin de travaux comme le Belvédère, le Multi-accueil d'Ouzouer, ...

→ Avec l'automatisation du FCTVA au 01/01/2021, certains comptes ne sont plus éligibles au FCTVA : 2051, 202, 2312.

### **CHAPITRE 13 – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT : + 76,83 %**

Perception de plusieurs soldes de subvention :

→ Les subventions liées au Multi-Accueil d'Ouzouer sur Loire : 1 050 026 €

→ Des acomptes de subvention pour la Maison pour Tous : 285 406 €

→ Des subventions pour les travaux de Rivières : 165 196 €

→ Solde subvention IFCEN, ZA DES GABILLONS : 129 002 €

→ Subvention du Département pour le maintien des commerces impactés par la COVID 19 + Subvention pour la création du site de commerce en ligne : 33 280 €

→ Subvention pour la mise en œuvre des documents d'urbanisme (élaboration PLUI) : 60 000 €

### **CHAPITRE 16 – EMPRUNT ET DETTES ASSIMILES : -82,11%**

En 2020, perception de la caution IFCEN pour 24 000 € d'où la baisse sur 2021.

## Ratios<sup>1</sup> d'évolution des finances de la collectivité :

	2019	2020	Evolution 19/20	2021	Evolution 20/21
Recettes de fonctionnement	26 152 573	27 584 741	5,48	26 538 420	- 3,79
Charges courantes de fonctionnement	25 410 723	23 058 932	-9,26	23 044 386	- 0,06
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>741 226</b>	<b>4 525 809</b>	<b>510,58</b>	<b>3 494 034</b>	<b>- 22,80</b>
Intérêt de la dette	0	0		0	
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>741 226</b>	<b>4 525 809</b>	<b>510,58</b>	<b>3 494 034</b>	<b>- 22,80</b>
Remboursement capital	4 638	6 194	33,55	24 848	301,16
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>736 588</b>	<b>4 519 615</b>	<b>513,59</b>	<b>3 518 882</b>	<b>- 22,14</b>
Recettes Investissement	905 166	2 956 749	226,65	3 656 413	23,66
<b>Capacités d'Investissement</b>	<b>1 641 754</b>	<b>7 476 364</b>	<b>355,39</b>	<b>7 175 295</b>	<b>- 4,03</b>
Dépenses d'Investissement	5 753 287	6 701 103	16,47	4 609 348	- 31,22
<b>Besoin de financement</b>	<b>-4 111 533</b>	<b>775 261</b>		<b>2 565 947</b>	<b>230,98</b>
Emprunts de l'exercice	6 450	45 000	597,67	0	
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>-4 105 083</b>	<b>730 261</b>	<b>-328,95</b>	<b>2 565 947</b>	<b>251,37</b>
Fonds de roulement initial	8 640 909	4 535 826	-52,49	5 266 087	16,10
Fonds de roulement final	4 535 826	5 266 087	16,1	7 832 034	48,73

**Épargne de gestion courante** : épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts.

**Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. L'épargne brute est affectée notamment au remboursement de la dette.

**Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.

**Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

	<b>Reports de l'exercice 2020</b>	<b>Résultats de l'exercice 2021</b>	<b>Résultats cumulés 2021 (Hors RAR)</b>	<b>RESTE A REALISER 2021</b>	<b>Résultats cumulés 2021</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	- 1 865 085,77 €	2 993 644,54 €	1 128 558,77 €	103 058,24 €	1 231 617,01 €
<b>FONCTIONNEMENT</b>	1 345 918,75 €	66 620,57 €	1 412 539,32 €	€	1 412 539,32 €
<b>TOTAL</b>	- 519 167,02 €	3 060 265,11 €	2 541 098,09 €	103 058,24 €	2 644 156,33 €

Bien que l'équilibre du budget 2022 constitue en l'état, un premier objectif à tenir, une réflexion devra nécessairement permettre d'avoir une projection sur les investissements à venir, avec une priorisation et une planification pluriannuelle sur la durée du mandat et un recours éventuel à l'emprunt.

La collectivité n'a aucun emprunt en cours. Mais elle a renouvelé, par précaution, une ligne de trésorerie en 2021. L'objectif étant de la solder en 2022.

Le recours à l'emprunt peut être envisagé à hauteur de 4 000 000 €.

#### Objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement :

Sur l'exercice 2022, les dépenses de fonctionnement devront principalement permettre :

La poursuite de l'OPAH

Le déploiement de la vidéoprotection sur l'ensemble du territoire communautaire

#### Objectifs du besoin de financement de la collectivité :

Il s'agira de prévoir les crédits nécessaires au lancement des opérations à venir : réhabilitation du cinéma et de son annexe, réhabilitation de l'ALSH de St Benoit sur Loire, réhabilitation et l'extension du multi-accueil de Sully sur Loire, requalification de la voirie de la ZA de la Jouanne, requalification de la voirie de la ZA de la Pillardière-Phase 2 et 3, éco-parc forestier des Ajeaunières.

Demande de la Commission	Opération	Coût HT maîtrise d'œuvre	Coût HT études diverses	Coût HT des travaux	Coût TOTAL HT de l'opération	Subvention possible	Planning prévisionnel selon les orientations politiques et budgétaires		
							Appel d'offres Mo + études diverses + consultation	Etudes + Autorisations d'urbanisme	Début des Travaux
Culture	Mise en accessibilité du cinéma + transformation du pavillon en office de tourisme (opération 115)	66 000,00 €	30 000,00 €	660 000,00 €	756 000,00 €	CRTE, ADEME, Département	année N	année N et N+1	année N+3
	Réhabilitation de la médiathèque de Saint Benoit sur Loire (peinture, luminaires, mises aux normes, etc.)	- €	- €	22 000,00 €	22 000,00 €				année N
	Changement d'une menuiserie à la médiathèque des Bordes	- €	- €	2 500,00 €	2 500,00 €			année N	année N
	<b>TOTAL COMMISSION CULTURE</b>	<b>66 000,00 €</b>	<b>30 000,00 €</b>	<b>684 500,00 €</b>	<b>780 500,00 €</b>				
Enfance	Réhabilitation de l'ALSH de Saint Benoit sur Loire (opération 117)	100 000,00 €	50 000,00 €	1 000 000,00 €	1 150 000,00 €	CAF, ADEME, Région, Département	année N	année N et N+1	année N+3
	Mise en place de l'arrosage automatique au multi accueil d'Ouzouer sur Loire	- €	- €	22 000,00 €	22 000,00 €		année N		année N
	Changement des stores et des rideaux au multi accueil de Sully-sur-Loire	- €	- €	6 500,00 €	6 500,00 €		année N		année N
	Réhabilitation et extension du multi accueil de Sully-sur-Loire (opération 116)	289 000,00 €	150 000,00 €	2 895 000,00 €	3 334 000,00 €	CRTE, ADEME, Département, CAF, Etat, Région	année N	année N et N+1	année N+3
<b>TOTAL COMMISSION ENFANCE</b>	<b>389 000,00 €</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>3 923 500,00 €</b>	<b>4 512 500,00 €</b>					
Travaux	Amélioration de l'espace public de l'Opus et du multi accueil d'Ouzouer sur Loire (travaux d'espace vert)	- €	- €	25 000,00 €	25 000,00 €		année N		année N
	Réfection des différentes pistes cyclables intercommunales (principalement axe Bray Saint Aignan - Les Bordes)	- €	- €	100 000,00 €	100 000,00 €		année N		année N
	Modernisation de la gestion patrimoniale des bâtiments communautaires (alarme, organigramme, GTC, économie d'énergie)	- €	- €	260 000,00 €	260 000,00 €		année N		année N
	Amélioration énergétique du siège administratif (luminaires, isolations, etc.)	- €	- €	60 000,00 €	60 000,00 €		année N		année N
	Amélioration du système des CTA (clim réversible)	- €	- €	20 000,00 €	20 000,00 €		année N		année N
	<b>TOTAL COMMISSION TRAVAUX</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>465 000,00 €</b>	<b>465 000,00 €</b>				
Développement économique	Requalification de la voirie de la ZA de la Jouanne à Ouzouer sur Loire	23 250,00 €	- €	670 000,00 €	693 250,00 €		année N		année N
	Requalification de la voirie de la ZA de la Pillardière à Sully-sur-Loire PHASE 2	12 000,00 €	- €	450 000,00 €	462 000,00 €		année N		année N et N+1
	Requalification de la voirie de la ZA de la Pillardière à Sully-sur-Loire PHASE 3	12 000,00 €	- €	210 000,00 €	222 000,00 €		année N		année N et N+1
	Eco-parc forestier des Ajeaunières (opération 111)			Etude en cours (après validation - suivi par la commission travaux)					
<b>TOTAL COMMISSION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>	<b>47 250,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 330 000,00 €</b>	<b>1 377 250,00 €</b>					
Environnement	Mise en place d'un réseau cyclable intercommunal	50 000,00 €	- €	950 000,00 €	1 000 000,00 €	CRTE	année N et N+1		année N+2 et N+3
	<b>TOTAL COMMISSION ENVIRONNEMENT</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>950 000,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>				
Environnement-Tourisme	Mise en place d'une signalétique pour les chemins inscrit au PDIPR + les boucles touristiques cyclos et piétonnes	- €	- €	100 000,00 €	100 000,00 €	LEADER, FEADER	année N		année N et N+1
	<b>TOTAL COMMISSION ENVIRONNEMENT-TOURISME</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>				
<b>TOTAL</b>		<b>552 250,00 €</b>	<b>230 000,00 €</b>	<b>7 453 000,00 €</b>	<b>8 235 250,00 €</b>				

## LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022

Les orientations budgétaires de la Communauté de communes pour l'année 2022 s'inscrivent dans un contexte de pandémie empreint d'incertitudes.

Il convient dès lors :

- De continuer à maîtriser les dépenses de fonctionnement pour préserver la capacité d'autofinancement de la collectivité. L'envolée du prix de l'énergie et des matières premières, si elle perdure, pèsera sur les dépenses.
- D'ajuster le volume des investissements en fonction de la capacité d'autofinancement de la collectivité et du montant d'emprunt mobilisable et donc de définir les opérations prioritaires à financer.
- De rechercher les financements extérieurs pour optimiser les ressources de la collectivité.
- De donner au budget communautaire les moyens d'accroître ses ressources afin d'assumer pleinement les transferts de compétences opérées et le fonctionnement des services déployés. Notamment en augmentant la CFE et en instituant la taxe GEMAPI.

En 2022, dans un souci de solidarité communautaire, la politique d'aide aux communes sera maintenue comme suit :

- prise en charge de la part du FPIC incombant aux communes (1,5 million €)
- fonds de concours (1,9 million €)
- Dotation de solidarité communautaire (200.000 €)
- Subvention aux communes pour les fêtes locales (19.000 €)

A noter, en 2022, la création d'un budget annexe pour la ZA des Ajeaunières qu'il conviendra d'équilibrer par un emprunt et/ou un abondement du budget principal.

## Les Recettes de fonctionnement

### Les dotations et subventions de fonctionnement

Evolution de la DGF inconnue.

Maintien des subventions pour le poste de technicien de rivières (21.008 €)

Subventions de la CAF :

- ALSH : 140.000 €
- Politique de la ville : 500 €
- Animation jeunesse : 10.000 €
- AAGV : 27.000 €
- Prestation de service multi-accueil de Sully : 330.000 €
- Prestation de service multi-accueil d'Ouzouer sur Loire : 100.000 €
- Prestation de service RAM : 45.300 €
- Prestation de service Petite escale : 1.500 €

## **La Fiscalité**

Le budget 2022 sera construit sur la base d'un avenir fiscal incertain, compte tenu notamment de la baisse des impôts de production (CVAE – prévision de diminution de 203.330 €).

Pas d'augmentation des taux d'imposition des impôts ménage en 2022.

Prévision d'augmentation du taux de CFE.

Stabilité de la taxe d'habitation (supprimée et compensée par l'Etat à son niveau 2017).

Instauration de la taxe la GEMAPI (220.000 €).

## **c) Les produits des services**

Stabilité des produits au niveau des services (sauf cinéma – DSP depuis le 01/11/2021).

## **d) Les autres produits de gestion courante**

Stabilité des recettes.

## **Les Recettes d'investissement**

Un excédent d'investissement 2021 : 1 231 617 €

FCTVA 2022 estimé sur les dépenses 2022 : 400.000 €.

Des soldes de subventions à percevoir :

- ADAP : 28.375 €
- MULTI-ACCUEIL DE SULLY SUR LOIRE : 273.198 €
- VEHICULE ITINERANT : 17.000 €
- MAISON POUR TOUS : 550.443 €
- CTMA : 65.792 €

Vente de terrains dans les ZA : 696.758 €

- Vente d'un terrain à MANI TEXTILE, ZA DES GABILLONS : 18.450 €
- Vente d'un terrain à BY OPTIM, ZA DES GABILLONS : 39.870 €
- Vente de bâtiments à QHASER, ZA DE LA JOUANNE : 47.000 €
- Terrains ZA des Ajeaunières 591.439 €. Cession des acquisitions de terrains pour les basculer sur le budget annexe.

Vente d'un pavillon à Ouzouer/Loire : 150.000 €

Diminution des subventions dans le cadre du CTMA (Contrat Territorial Milieux Aquatiques) : 59.920 €

Subventions des études réalisées dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) des Vals de l'Orléanais (80 % du montant des études) :

- Fonds de prévention des risques majeurs : 115.000 €
- FEDER : 69.000 €

## **Les Dépenses de fonctionnement**

### **Les charges à caractère général**

Une réduction de 5% des dépenses a été demandée aux services (hors fluides)

Prévision d'augmentation de charges en lien avec l'augmentation du prix du gaz et de l'électricité.

Poursuite de l'OPAH : 90.000 €.

Déploiement de la vidéoprotection : 380.000 €.

Redevance contractuelle annuelle à verser au délégataire pour le centre aquatique : 505.000 €.

### **Les charges de personnel<sup>2</sup>**

Effectif au 1er janvier 2022 : 142 postes pourvus (107,19 ETP) dont 120 emplois permanents, 7 emplois non permanents, 1 contrat aidé et 14 mises à disposition.

Prévision au 31/12/2022 : 111,10 ETP

Prévision d'augmentation (recrutement sur des postes déjà ouverts et non pourvus) :

- Agent des bibliothèques (1 ETP)
- Directeur adjoint du multi-accueil d'Ouzouer sur Loire (1 ETP)
- Agent instructeur (1 ETP)
- Responsable du RAM (1 ETP)

Non remplacement de la responsable des bibliothèques.

La collectivité poursuit son effort de maîtrise de la masse salariale en limitant les recrutements, en redéployant les effectifs entre services pour davantage d'efficience et en n'ouvrant pas systématiquement les postes en cas de réussite d'un concours ou d'un examen.

### **Les atténuations de produits**

Maintien du FNGIR et CRFP au niveau 2021.

Maintien du FPIC au niveau 2021 (hypothèse, le montant définitif ne sera connu que fin 2022)

Maintien des AC 2021.

Maintien de la DSC, soit 200.000 €.

### **Les autres charges de gestion courante**

Subventions et dotations allouées : Maintien de l'enveloppe globale 2021 budgétée.

Reversements au budget annexe (OTI) : il tiendra compte de l'excédent du budget de l'OTI.

Maintien de la subvention aux communes pour les fêtes de village (19.000 €).

Contribution au SDIS : 772 445 € (+ 0,47%)

---

<sup>2</sup> Voir structure des effectifs

## **e) Charges exceptionnelles**

Annulation des titres REOM – maintien du montant 2021 (40 000 €)

## **Les Dépenses d'investissement**

### **Autorisation de programmes (AP) : Opérations**

#### **111 – Eco-parc des Ajeaunières : Création d'un budget annexe**

Poursuite des études relatives à l'aménagement de la zone.

Maintien de l'AP

#### **114 – Réhabilitation du bâtiment principal de la ZA de la Jouanne à Ouzouer sur Loire :**

Maintien de l'AP

**115 - Réhabilitation du cinéma et de son annexe** (Montant estimatif prévisionnel : 756.000 € HT)

**116 - Réhabilitation du multi-accueil de Sully sur Loire** (Montant estimatif prévisionnel : 3 334 000 € HT)

**117 - Réhabilitation ALSH de St Benoit sur Loire** (Montant estimatif prévisionnel : 1 150 000 € HT)

Il conviendra de prioriser entre les AP 115, 116 et 117 en fonction de la capacité financière de la collectivité.

### **Dépenses d'investissement hors opérations : 2 087 762 €**

#### **Développement économique : 1 818 012 €**

→ ZA DE LA JOUANNE : Requalification de la voirie : 849 756 € (Travaux, frais d'études et d'insertions) + Création d'un parking sur la nouvelle parcelle acquise fin 2021 : 144 000 €

→ ZA DE LA PILLARDIERE : Réfection de la voirie tronçon n°2 et 3 : 824 256 € (Travaux + frais d'études et insertions)

#### **Rivières : 297 109 €**

→ Travaux de rivières + station de pluie : 15 000 €

→ Poursuite des études sur les inondations 2021 (RAR) : 128 109 €

→ Etudes Bilan CTMA + Ruissellement + Nappes rivières : 154 000 €

### **Autres Dépenses d'investissement (hors travaux) : 2 538 050 €**

Harmonisation des logiciels de facturation aux familles pour les ALSH et Multi-Accueil + acquisition portail famille : 6 100 €.

Redevance annuelle licence logicielle urbanisme + mise à jour cadastrale : 10 000 €

Elaboration du PLUI : 100 000 €

Aménagement de terrains (Massifs + arrosage automatique) parking OPUS/MA OUZOUEUR : 47 000 €

Installations, agencements et aménagements divers (Amélioration des CTA, remplacement de portes, travaux d'électricité, peinture et économie d'énergie dans les bibliothèques, ravalement du bâtiment annexe à la ZA de la Jouanne, Installation de luminaires au dépôt ST) : 204 450 €

Signalétique pour les chemins de randonnées : 130 000 €

Installations Alarme et GTC pour 5 bâtiments + Organigramme (7 bâtiments) : 210 000 €

Aménagements dans les accueils de Loisirs : 21 600 €

Achat d'un véhicule pour la police : 33 000 €

Matériel informatique pour l'ensemble des services : 37 500 €

Mobilier : 34 200 €

Autres immobilisations incorporelles : 58 700 €

Maintien des crédits fonds de concours aux communes soit 1,9 M € (maximum)

Subventions d'équipements (autres) : aides aux TPE, aides directes aux entreprises, aides dans le cadre de l'OPAH : 168 500 €.

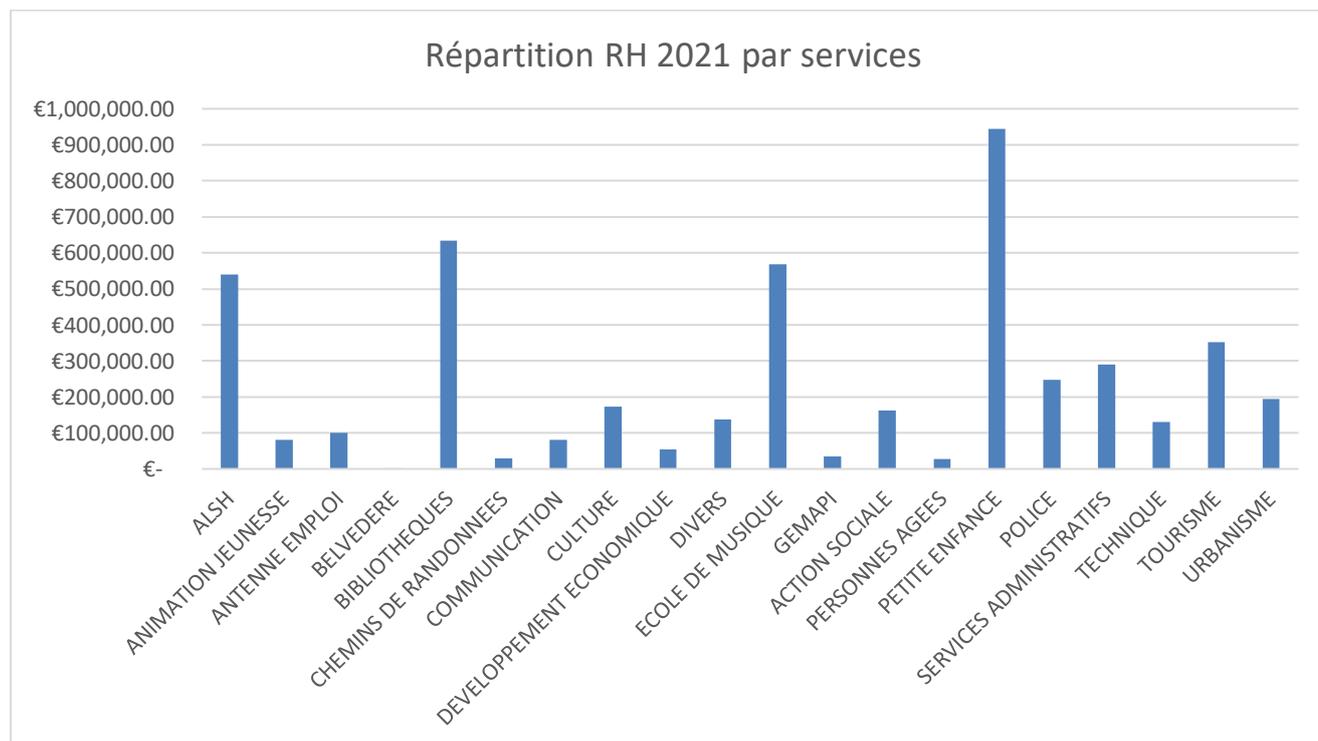
NATURE	MONTANTS DEMANDÉS AU BP 2022
<b>HORS OPERATIONS</b>	<b>4 625 812,00 €</b>
165 - Cautions	7 000,00 €
16818 - Autres emprunts	20 000,00 €
2031 - Frais d'études	325 100,00 €
2033 - Frais d'insertion	7 662,00 €
204111 - Subv.d'équipements - Biens mobiliers, matériel et études	50 000,00 €
2041412 - Subv.d'équipements - Bâtiments et installations	1 500 000,00 €
20422 - Subv.d'équipements aux personnes de droit privé	168 500,00 €
2051 - Concessions et droits similaires	16 100,00 €
2128 - Autres agencements et aménagements de terrains	47 000,00 €
2135 - Agencements et aménagements des constructions	204 450,00 €
2152 - Installation de voirie	130 000,00 €
2158 - Installations, matériel et outillage technique	210 000,00 €
2168 - Collections et œuvres d'art	1 000,00 €
2181 - Agencements et aménagements divers	21 600,00 €
2182 - Matériel de transport	33 000,00 €
2183 - Matériel de bureau et informatique	36 500,00 €
2184 - Mobilier	34 200,00 €
2188 - Autres immos corporelles	58 700,00 €
2312 - Agencements et aménagements de terrains	15 000,00 €
2313 - Constructions	1 740 000,00 €
<b>Opération 111 - Eco parc forestier Bray St Aignan</b>	<b>- €</b>
<i>Basculer sur un Budget annexe</i>	<b>- €</b>
<b>Opération 115 - Réhabilitation du cinéma et son annexe</b>	<b>70 000,00 €</b>
2031 - Frais d'études	70 000,00 €
<b>Opération 116 - Réhabilitation du multi-accueil de Sully sur Loire</b>	<b>100 000,00 €</b>
2031 - Frais d'études	100 000,00 €
<b>Opération 117 - Réhabilitation ALSH de St Benoit sur Loire</b>	<b>50 000,00 €</b>
2031 - Frais d'études	50 000,00 €
<b>TOTAL DES NOUVELLES DÉPENSES DEMANDÉES PAR LES SERVICES AU BP 2022</b>	<b>4 845 812,00 €</b>

## E – STRUCTURE DES EFFECTIFS<sup>3</sup>

La Communauté de communes du Val de Sully emploie des agents publics pour assurer ses missions de service public qui se répartissent comme suit :

Statut	2018	2019	2020	2021	Répartition 2021
Fonctionnaires titulaires/stagiaires	81	96	98	92	64,79 %
Agents en CDI	16	14	14	11	7,75 %
Agents en CDD sur un emploi permanent	13	15	20	17	11,97 %
Agents en CDD sur un emploi non permanent	14	7	9	7	4,93 %
Agents en contrats aidés	2	1	2	1	0,70 %
Agents mis à disposition	17	14	16	14	9,86 %
<b>Total</b>	<b>143</b>	<b>147</b>	<b>159</b>	<b>142</b>	<b>100%</b>

NB : 9 agents sont en disponibilité



<sup>3</sup> Tableau des effectifs au 31/12/2021 en annexe

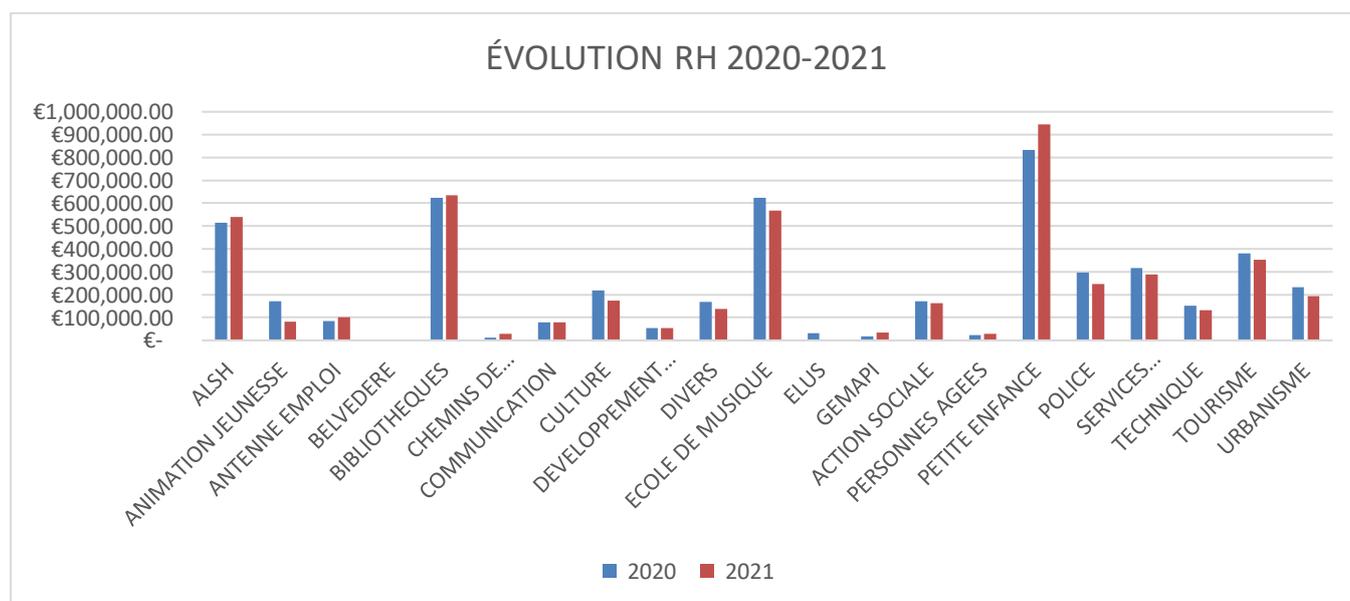
La structure détaillée (base 2020 et 2021) selon la filière est la suivante :

Filière	Fonctionnaire		CDI		CDD permanent		CDD non permanent		Contrats aidés		Agents mis à disposition		Total	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Administrative	25	21	3	2	3	4	1	2	1	1	0	0	33	30
Culturelle	29	28	8	6	8	7	0	0	0	0	0	0	45	41
Technique	14	15	0	0	3	0	4	4	1	0	6	6	28	26
Police	7	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	6
Sanitaire et sociale	2	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	4	3
Médico-sociale	7	7	1	1	5	5	1	0	0	0	0	0	14	12
Sportive	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Animation	14	14	1	1	0	0	3	1	0	0	10	8	28	24
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>92</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>159</b>	<b>142</b>

S'agissant des agents de droit privé, la répartition s'effectue de la manière suivante :

Agent de droit privé	2020	2021
Parcours emploi compétence	2	0
Adulte relais	0	1
CDI	14	11
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>12</b>

### Evolution des dépenses de personnel



Répartition par fonction	012- Charges de personnel			Ecart n/n-1	Ecart n/n-1	013- Atténuations de charges			Ecart n/n-1	Différence 012 - 013		Ecart n/n-1
	2019	2020	2021			2019	2020	2021		2020	2021	
01-Opérations non ventilables	225 166	164 719	137 957									
020 – Administration générale	334 405	314 963	289 145			18 831	8 731	5227				
021- Assemblée locale	310	0	0									
023-Information, communication, publicité	73 589	79 167	80 203									
112- Police municipale	243 481	296 908	246 895									
311- Expression musicale	602 527	624 064	567 448			1 609	8 112	2 588				
321- Bibliothèques et médiathèques	610 696	621 980	633 738			19 214	11 812	5 159				
33- Action culturelle	195 269	219 387	173 412			73		1 248				
421- Centres de loisirs	347 818	410 689	539 246			664		14 106				
520- Services communs	91 406	172 476	159 736			479		985				
522- Actions en faveur de l'enfance et de l'adolescence	213 639	155 831	80 902			162	2 370	1 142				
524- Autres services	40 296	85 240	100 931					14 186				
61- Services en faveur des personnes âgées	5 034	9 618	28 333			131	201	746				
64- Crèches et garderies	742 444	817 143	944 176			13 941	24 596	26 953				
810- Services techniques, urbanisme, travaux	346 325	383 531	325 566			2 536						
811- Eau et assainissement	0	0	0									
831- Aménagement des eaux	48 094	17 804	62 990				575					
90 – Interventions économiques	37 762	52 321	54 309									
95- Aides au tourisme	377 074	381 917	352 092			362 551	381 917	347 347				
<b>Total</b>	<b>4 535 335</b>	<b>4 807 758</b>	<b>4 777 079</b>	<b>30 679</b>	<b>+0.63</b>	<b>398 119</b>	<b>440 881</b>	<b>419 687</b>	<b>25 194</b>	<b>4 366 877</b>	<b>357 392</b>	<b>-0.21</b>

En 2022, il est envisagé de pourvoir les postes suivants :

Services	Temps de travail hebdomadaire	Poste	COÛT ANNUEL en €
Bibliothèques	35h00	Agent navette	26692
Multiaccueil d'Ouzouer sur Loire	35h00	Direction adjointe	30333
Urbanisme	35h00	Agent instructeur	36495
RAM	35h00	Educateur de jeunes enfants	39291

En 2022, compte tenu des recrutements envisagés et des avancements d'échelon à intervenir, les charges de personnel devraient s'élever, hors opérations ventilables, à 4 620 913 € (4 452 477 en 2021, soit une augmentation de 3,78%).

Cependant, plusieurs mesures devraient impacter la réalisation du budget prévisionnel 2022, à savoir la revalorisation à venir des grilles indiciaires des agents de catégorie C, et la prise en compte de l'accélération des carrières des agents de catégorie C.

S'agissant des avancements de grade et de la promotion interne, ils seront subordonnés au besoin de la collectivité et à sa capacité financière.

Le nombre d'emplois pourvus fin 2022 devrait atteindre 111,10 ETP (107,19 au 31/12/2021). Les recrutements s'effectueront sur des postes existants.

## **F – STRUCTURE DE LA DETTE**

Néant

## Complément au RAPPORT d'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2021 BUDGET ANNEXE DE L'OFFICE DE TOURISME

Réalisé 2021 : FONCTIONNEMENT

### DÉPENSES :

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019 + Charges rattachées	Ordonnancé 2020 + Charges rattachées	Ordonnancé 2021 + Charges rattachées	Evolution en %
<b>D</b>	<b>F</b>	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>484 853,24</b>	<b>482 544,16</b>	<b>437 452,28</b>	-9,34%
		011 - Charges à caractère général	116 953,12	87 199,00	72 403,67	-16,97%
		012 - Charges de personnel et frais assimilés	356 398,19	381 917,00	347 347,00	-9,05%
		65 - Autres charges de gestion courante	4 130,00	3 000,00	5 204,00	73,47%
		67 - Charges exceptionnelles	0,00	0,00	2 747,60	
		<b>DF réelles</b>	<b>477 481,31</b>	<b>472 116,00</b>	<b>427 702,27</b>	-9,41%
		042 - Opération d'ordre de transfert entre sections	7 371,93	10 428,16	9 750,01	-6,50%
		<b>DF d'ordre</b>	<b>7 371,93</b>	<b>10 428,16</b>	<b>9 750,01</b>	-6,50%

#### CHAPITRE 011 – CHARGES A CARACTERE GENERAL : - 16,97 %

Lors de la préparation budgétaire 2021, il a été demandé aux services -10% sur les dépenses du chapitre 011 (hors fluide c'est-à-dire gaz, eau, électricité, ...)

- Baisse électricité : il y a eu des régularisations de factures 2019 faites sur 2020 : -49,31 %
- Diminution des achats de produits destinés à la revente dans les boutiques des offices : -40,44 %
- Baisse des prestations ou intervenants : -69,80 %
- Baisse des impressions de flyers, guides touristiques... : - 14,26 %
- Augmentation des travaux d'entretien de bâtiments

#### CHAPITRE 012 – CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES : - 9,05 %

Un agent est actuellement partagé entre le service tourisme et le service patrimoine

#### CHAPITRE 65 – AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE : +73,47 %

En 2021, il y a eu 2 conventions passées avec l'ADRT 41 pour la marque Sologne :

- Recrutement chargé de mission pour la marque Sologne
- Plan de communication pour la marque Sologne

#### CHAPITRE 67 – CHARGES EXCEPTIONNELLES

Il s'agit d'annulation de titres antérieurs (2019 et 2020)

**RECETTES :**

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019 + Produits rattachés	Ordonnancé 2020 + Produits rattachés	Ordonnancé 2021 + Produits rattachés	Evolution en %
R	F	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>530 789,42</b>	<b>585 437,99</b>	<b>478 599,92</b>	-18,25%
		002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	25 671,39	45 694,40	102 893,83	125,18%
		70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	29 842,49	26 341,27	31 642,07	20,12%
		73 - Impôts et taxes	38 875,37	84 636,74	49 516,29	-41,50%
		74 - Dotations, subventions et participations	428 930,08	428 679,60	288 906,26	-32,61%
		75 - Autres produits de gestion courante	7 470,09	85,98	520,00	504,79%
		77 - Produits exceptionnels	0,00	0,00	5 121,47	
		<b>RF réelles</b>	<b>505 118,03</b>	<b>539 743,59</b>	<b>375 706,09</b>	<b>-30,39%</b>

**CHAPITRE 70 – PRODUITS DES SERVICES : + 20,12 %**

Saison revenue à la normale.

**CHAPITRE 73 – IMPOTS ET TAXES : - 41,50 %**

Taxe de séjour : des rattrapages des exercices précédents ont été faits sur 2020.

**CHAPITRE 74 – DOTATIONS, SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS : - 32,61 %**

Baisse de la subvention versée par le budget principal, du fait de l'excédent dégagé par le budget OTI en 2020.

## Réalisé 2021 : INVESTISSEMENT

### DÉPENSES :

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019	Ordonnancé 2020	Ordonnancé 2021	Evolution en %
D	I	<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 712,24</b>	<b>6 859,98</b>	<b>7 648,70</b>	11,50%
		001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00	241,78	0,00	-100,00%
		20 - Immobilisations incorporelles	3 060,00	0,00	860,00	
		21 - Immobilisations corporelles	5 652,24	6 618,20	6 788,70	2,58%
		<b>DI réelles</b>	<b>8 712,24</b>	<b>6 618,20</b>	<b>7 648,70</b>	<b>15,57%</b>

Peu d'investissements en 2021 :

- Installation de radiateurs à l'OT de Germigny
- Achat de 2 climatiseurs mobiles
- Achat d'un panneau horaire + voile plume pour la tour de la loge au château de Sully
- Achat de potelets vélos pour St Benoit sur Loire

### RECETTES :

Sens	Section	Chapitre	Ordonnancé 2019	Ordonnancé 2020	Ordonnancé 2021	Evolution en %
R	I	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 470,46</b>	<b>10 669,94</b>	<b>9 750,01</b>	-8,62%
		001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	<b>1 098,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
		1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	241,78	0,00	-100,00%
		<b>RI réelles</b>	<b>1 098,53</b>	<b>241,78</b>	<b>0,00</b>	-100,00%
		040 - Opération d'ordre entre sections	7 371,93	10 428,16	9 750,01	-6,50%
		<b>RI d'ordre</b>	<b>7 371,93</b>	<b>10 428,16</b>	<b>9 750,01</b>	-6,50%

Aucune recette

**RÉSULTATS 2021 (arrêté au 18/01/2022) :**

	Reports de l'exercice 2020	Résultats de l'exercice 2021	Résultats cumulés 2021 (hors RAR)	RESTE A REALISER 2021	Résultats cumulés 2021
<b>INVESTISSEMENT</b>	3 809,96 €	2 101,31 €	5 911,27 €	- 2 154,61 €	3 756,66 €
<b>FONCTIONNEMENT</b>	102 893,83 €	- 61 746,19 €	41 147,64 €	- €	41 147,64 €
<b>TOTAL</b>	106 703,79 €	- 59 644,88 €	47 058,91 €	- 2 154,61 €	44 904,30 €

**RAR – Dépenses Investissement : 2 154,61 €**

**Orientations budgétaires 2022 :**

**Investissement :**

Investissements en lien avec la Loire à Vélo

Acquisition d'un logiciel pour créer des circuits de découverte du territoire type Escape Game

Changement d'un Pc et d'un téléphone fixe

Changement du mobilier de la boutique de Germigny

Remplacement de l'alarme à l'office de Germigny

**Fonctionnement :**

Loyer de la tour du château

Promotion du Val de Sully à l'extérieur du département

Le versement de la compensation du budget principal vers le budget de l'OTI tiendra compte de l'excédent du budget de l'OTI.

## **ANNEXES :**

La LPFP pour les années 2018-2022	Page 38
Tableau des dépenses de fonctionnement par fonction 2021	Page 41
Tableau des dépenses d'investissement par fonction 2021	Page 54
Tableau des recettes de fonctionnement par fonction 2021	Page 56
Tableau des recettes d'investissement par fonction 2021	Page 59
Définition des ratios financiers	Page 61
Fiscalité 2021 et 2022	Page 62
Tableau des effectifs au 31/12/2021	Page 64

## **La LPFP pour les années 2018-2022**

Le PLPFP (Projet de Loi de Programmation des Finances Publiques) fixe pour la période 2018-2022 les objectifs d'évolution des finances publiques (Etat, sécurité sociale et collectivités locales). Les textes les plus avancés examinés à l'Assemblée nationale et au Sénat dans le cadre d'une procédure accélérée fixent pour la période 2018-2022 les objectifs d'évolution des finances publiques visant à contenir le déficit public pour l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales.

Déposé à l'Assemblée nationale par le Gouvernement le 27 septembre 2017, le texte définitif a été adopté par le parlement le 21 décembre 2017.

Parmi les dispositions du projet de loi, figurent notamment :

la mise en place de deux objectifs en matière de finances locales et une procédure de contractualisation avec les 300 collectivités ou groupements les plus importants ;

pour la période 2018-2022 le montant maximal de l'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales ;

l'instauration d'un instrument de pilotage des dépenses fiscales destiné à contenir leur montant total en examinant chaque année la part des dépenses fiscales de l'État dans ses recettes fiscales. Un même type d'outil est prévu concernant les niches sociales ;

l'interdiction pour l'État et les organismes divers d'administration centrale (ODAC) de recourir au crédit-bail immobilier ;

l'introduction d'une nouvelle règle prudentielle qui doit permettre d'améliorer la capacité d'autofinancement des collectivités territoriales.

Concernant les collectivités il est prévu que leur participation au redressement des comptes publics, à compter de 2018, ne se traduise plus par une baisse forfaitaire de la DGF mais par un « engagement d'économies » des collectivités à hauteur de 13 milliards d'euros. La diminution de la DGF est donc remplacée par une norme d'encadrement de la dépense locale qui fera l'objet d'une contractualisation entre l'Etat et les collectivités.

Les principales mesures envisagées sont les suivantes :

la fixation d'une norme d'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités de + 1,2 % par an sur la période 2018-2022. Cette norme définie au niveau national (ODEDEL) sera déclinée collectivité par collectivité (pour les plus importantes) dans un cadre contractuel. Elle doit permettre de réduire le rythme de progression des dépenses de fonctionnement des collectivités à hauteur de 13 milliards sur la période, soit un effort de 2,6 milliards d'euros par an par rapport au scénario dit « tendanciel » ;

la mise en place d'un nouveau ratio d'endettement obligatoire (encours de dette sur épargne brute exprimé en année) s'imposant aux collectivités

A priori, la collectivité ne serait pas à son échelle impactée par cette mesure mais il convient de rester attentif à ce mécanisme qui pourrait se traduire par des mesures comparables à l'échelle de collectivités moins importantes.

## L'enveloppe de DGF

Les dotations de compensations fiscales des collectivités locales sont mises à contribution pour financer les dotations de péréquation communales dans le contexte d'une enveloppe de DGF à niveau constant (enveloppe fermée). La nouveauté du PLF pour 2018, la DCRTP4 des collectivités du bloc communal est introduite dans les variables d'ajustement de la DGF. Le PLF prévoit une ponction à hauteur de 240 millions d'euros, soit une baisse de - 8 %.

Cette situation n'est pas définitive et les discussions parlementaires sont encore en cours.

## La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)

Au lendemain de la réforme de la taxe professionnelle en 2009, deux dotations ont été mises en place afin d'assurer la neutralité de la réforme fiscale :

- la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (*DCRTP*), financée par des prélèvements sur recettes de l'Etat d'un montant de 3,368 milliards d'euros, d'une part ;
- le fonds national de garantie individuelle des ressources (*FNGIR*), alimenté par des prélèvements effectués sur les recettes fiscales des collectivités « gagnantes » de la réforme pour être ensuite répartis entre les collectivités « perdantes » d'un montant de 4,066 milliards d'euros, d'autre part.

Dotations destinées à compenser les pertes générées par la disparition de la TP, la DCRTP est allée vers des collectivités qui disposaient, préalablement à la réforme, d'un niveau de fiscalité économique important. Toutefois, cette compensation a été gelée dans le temps. Les collectivités bénéficiaires ont ainsi perdu, au fil des années, la dynamique d'assiette sur une fraction parfois très significative de leur fiscalité économique.

Au moment de la réforme de la TP, du fait de son mode de calcul visant principalement les établissements industriels (en 2009 l'assiette de la TP reposait sur les immobilisations et le foncier), il y avait de très fortes concentrations de sa répartition au niveau national générant des disparités. Il y a ainsi des niveaux de DCRTP importants au sein des principaux sites industriels encore actifs dans les années 2010, mais également au niveau des métropoles et grandes agglomérations dont le tissu économique comportait une part importante d'activités productives. En 2016, 14 territoires, sur les 464 bénéficiaires, concentraient près de la moitié la DCRTP versée aux collectivités.

La ponction que le projet de loi de finances pour 2018 envisage d'exercer sur la DCRTP constitue pour ces territoires une « double peine ».

La promesse de neutralité avait déjà été rompue lors de l'adoption de la loi de finances pour 2017 qui a introduit dans les variables d'ajustement, la DCRTP des régions et des départements. Le scénario se reproduit cette année avec la DCRTP des collectivités du bloc communal, que le PLF prévoit de baisser

---

4 La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle DCRTP représente pour les collectivités qui en bénéficient une compensation liée à leur perte de ressources, suite à la réforme taxe professionnelle.

de – 8 %, soit une ponction à hauteur de 20 % de l’enveloppe de DC RTP consacrée aux communes et aux intercommunalités.

Dépenses de Fonctionnement 2021

CHAPITRE FONCTION COMPTE		ORDONNANCÉ 2021
<b>011 CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>		<b>2 248 583,77 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>3 443,98 €</b>
	6226 Honoraires	2 700,00 €
	627 Services bancaires et assimilés	743,98 €
	<b>020 Administration générale de la collectivité</b>	<b>261 211,05 €</b>
	60611 Eau et assainissement	900,77 €
	606121 Electricité	14 828,47 €
	606122 Gaz	12 701,89 €
	60622 Carburants	1 147,90 €
	60623 Alimentation	597,73 €
	60631 Fourniture d'entretien	1 445,81 €
	60632 Fournitures de petit équipement	4 295,98 €
	6064 Fournitures administratives	12 522,07 €
	6068 Autres matières et fournitures	4 267,04 €
	60681 Fournitures COVID	5 497,16 €
	611 Contrats de prestations de services	33 160,32 €
	6135 Locations mobilières	23 913,65 €
	61521 Terrains	3 816,00 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	6 791,56 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	2 472,86 €
	6156 Maintenance	45 122,89 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	8 293,37 €
	6168 Primes d'assurance Autres	2 919,33 €
	6182 Documentation générale et technique	7 654,01 €
	6184 Versements à des organismes de formation	6 290,40 €
	6226 Honoraires	4 671,04 €
	6228 Divers	765,04 €
	6231 Annonces et insertions	3 585,60 €
	6232 Fêtes et cérémonies	1 122,50 €
	6238 Divers	230,88 €
	6251 Voyages et déplacements	90,20 €
	6257 Réceptions	237,95 €
	6261 Frais d'affranchissement	4 252,11 €
	6262 Frais de télécommunications	12 333,91 €
	627 Services bancaires et assimilés	4 941,67 €
	6281 Concours divers	8 818,07 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	18 926,25 €
	6284 Redevances pour services rendus	629,04 €
	63512 Taxes foncières	867,58 €
	637 Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 100,00 €
	<b>021 Assemblée locale</b>	<b>1 373,34 €</b>
	60623 Alimentation	26,85 €
	6238 Divers	31,20 €
	6251 Voyages et déplacements	805,65 €
	6257 Réceptions	509,64 €
	<b>023 Information, communication, publicité</b>	<b>36 385,34 €</b>
	6068 Autres matières et fournitures	358,13 €
	611 Contrats de prestations de services	4 830,66 €
	6156 Maintenance	2 280,00 €
	6182 Documentation générale et technique	149,00 €
	6184 Versements à des organismes de formation	30,00 €
	6226 Honoraires	16 380,00 €
	6231 Annonces et insertions	1 440,00 €
	6236 Catalogues et imprimés	2 017,40 €
	6237 Publications	5 893,80 €
	6238 Divers	1 800,00 €
	6251 Voyages et déplacements	279,35 €
	6261 Frais d'affranchissement	369,00 €
	6262 Frais de télécommunications	558,00 €

	<b>024 Fêtes et cérémonies</b>	<b>6 675,48 €</b>
	6232 Fêtes et cérémonies	4 975,48 €
	6257 Réceptions	1 700,00 €
	<b>112 Police, sécurité, justice</b>	<b>69 226,84 €</b>
	60622 Carburants	4 060,97 €
	60631 Fourniture d'entretien	30,00 €
	60632 Fournitures de petit équipement	1 646,41 €
	60636 Vêtements de travail	4 788,89 €
	6064 Fournitures administratives	129,52 €
	6068 Autres matières et fournitures	595,96 €
	60681 Fournitures COVID	65,94 €
	611 Contrats de prestations de services	853,42 €
	6132 Locations immobilières	12 398,22 €
	6135 Locations mobilières	475,20 €
	61521 Terrains	- €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	4 831,37 €
	6156 Maintenance	21 316,09 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	82,23 €
	6168 Primes d'assurance Autres	1 658,45 €
	6182 Documentation générale et technique	368,86 €
	6184 Versements à des organismes de formation	2 134,00 €
	6241 Transports de biens	1 800,00 €
	6251 Voyages et déplacements	470,34 €
	6261 Frais d'affranchissement	177,76 €
	6262 Frais de télécommunications	10 890,45 €
	6355 Taxes et impôts sur véhicules	452,76 €
	<b>252 Transports scolaires</b>	<b>1 871,29 €</b>
	6161 Primes d'assurance Multirisques	349,70 €
	6251 Voyages et déplacements	1 074,40 €
	6261 Frais d'affranchissement	57,00 €
	6262 Frais de télécommunications	390,19 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>45 795,51 €</b>
	606121 Electricité	3 323,03 €
	606122 Gaz	3 250,14 €
	60622 Carburants	280,55 €
	6064 Fournitures administratives	252,72 €
	6068 Autres matières et fournitures	84,67 €
	611 Contrats de prestations de services	792,84 €
	6132 Locations immobilières	5 567,97 €
	6135 Locations mobilières	1 944,44 €
	61521 Terrains	1 410,00 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	2 207,56 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	105,97 €
	6156 Maintenance	6 415,93 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	254,53 €
	6168 Primes d'assurance Autres	331,69 €
	6184 Versements à des organismes de formation	650,00 €
	6226 Honoraires	7 922,60 €
	6251 Voyages et déplacements	957,06 €
	6257 Réceptions	359,61 €
	6261 Frais d'affranchissement	7,47 €
	6262 Frais de télécommunications	545,29 €
	6281 Concours divers	173,25 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	5 364,88 €
	6284 Redevances pour services rendus	219,67 €
	62875 Remboursement aux communes membres du GFP	1 728,52 €
	637 Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 645,12 €

<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>		<b>152 565,92 €</b>
	60611 Eau et assainissement	136,24 €
	606121 Electricité	12 849,44 €
	606122 Gaz	4 295,40 €
	60622 Carburants	1 479,87 €
	60623 Alimentation	277,72 €
	60632 Fournitures de petit équipement	35,94 €
	6064 Fournitures administratives	949,45 €
	60651 Abonnements magazines	2 381,90 €
	60652 Livres	26 760,44 €
	60653 Documents sonores et vidéos	4 727,97 €
	6068 Autres matières et fournitures	7 897,16 €
	611 Contrats de prestations de services	933,51 €
	6135 Locations mobilières	2 961,99 €
	61521 Terrains	2 130,00 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	19 923,28 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	992,63 €
	6156 Maintenance	14 448,58 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	506,08 €
	6168 Primes d'assurance Autres	663,38 €
	6182 Documentation générale et technique	1 159,31 €
	6226 Honoraires	13 752,85 €
	6231 Annonces et insertions	1 436,08 €
	6238 Divers	139,97 €
	6251 Voyages et déplacements	2 395,45 €
	6257 Réceptions	223,49 €
	6261 Frais d'affranchissement	590,60 €
	6262 Frais de télécommunications	9 950,81 €
	6281 Concours divers	20,00 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	13 417,43 €
	6284 Redevances pour services rendus	381,54 €
	62875 Remboursement aux communes membres du GFP	3 060,91 €
	637 Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 686,50 €
<b>33 Action culturelle</b>		<b>100 883,09 €</b>
	60611 Eau et assainissement	113,08 €
	606121 Electricité	2 182,24 €
	606122 Gaz	4 351,88 €
	60622 Carburants	1 144,52 €
	60632 Fournitures de petit équipement	84,00 €
	6064 Fournitures administratives	82,51 €
	6068 Autres matières et fournitures	8,95 €
	611 Contrats de prestations de services	960,00 €
	6135 Locations mobilières	7 888,32 €
	61521 Terrains	720,00 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	2 788,80 €
	615228 Entretien et réparations autres bâtiments	10 543,76 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	448,62 €
	6156 Maintenance	6 345,74 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	356,12 €
	6168 Primes d'assurance Autres	331,69 €
	6226 Honoraires	40 527,11 €
	6231 Annonces et insertions	3 451,54 €
	6236 Catalogues et imprimés	58,32 €
	6237 Publications	6 090,32 €
	6251 Voyages et déplacements	393,05 €
	6257 Réceptions	2 561,94 €
	6261 Frais d'affranchissement	343,68 €
	6262 Frais de télécommunications	1 399,81 €
	627 Services bancaires et assimilés	53,81 €
	6281 Concours divers	175,00 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	1 120,35 €
	6284 Redevances pour services rendus	439,32 €
	62878 Remboursement à d'autres organismes	3 600,00 €
	63512 Taxes foncières	1 148,00 €
	637 Autres impôts, taxes et versements assimilés	4 812,07 €

	<b>413 Piscines</b>	<b>562 298,01 €</b>
	6042 Achats de prestations de services	499 733,73 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	585,74 €
	615228 Entretien et réparations autres bâtiments	15 649,80 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	947,86 €
	617 Etudes et recherches	29 700,00 €
	6227 Frais d'actes et de contentieux	7 920,00 €
	6231 Annonces et insertions	1 080,00 €
	63512 Taxes foncières	6 680,88 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>167 216,88 €</b>
	6042 Achats de prestations de services	75 816,33 €
	60611 Eau et assainissement	749,87 €
	606121 Electricité	3 327,97 €
	606122 Gaz	10 942,50 €
	60622 Carburants	970,38 €
	60623 Alimentation	8 833,74 €
	60631 Fourniture d'entretien	300,63 €
	6064 Fournitures administratives	787,39 €
	6068 Autres matières et fournitures	9 801,70 €
	60681 Fournitures COVID	232,10 €
	611 Contrats de prestations de services	1 790,20 €
	6135 Locations mobilières	1 589,25 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	4 502,27 €
	615232 Entretien et réparations réseaux	1 024,50 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	267,29 €
	6156 Maintenance	3 071,36 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	843,02 €
	6168 Primes d'assurance Autres	331,69 €
	6184 Versements à des organismes de formation	1 218,00 €
	6226 Honoraires	2 970,36 €
	6251 Voyages et déplacements	213,93 €
	6261 Frais d'affranchissement	538,15 €
	6262 Frais de télécommunications	3 524,18 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	12 848,38 €
	6284 Redevances pour services rendus	1 282,58 €
	62875 Remboursement aux communes membres du GFP	19 102,11 €
	63512 Taxes foncières	337,00 €
	<b>520 Services communs</b>	<b>130 353,19 €</b>
	60611 Eau et assainissement	679,96 €
	606121 Electricité	389,06 €
	606122 Gaz	3 200,70 €
	60622 Carburants	721,14 €
	60623 Alimentation	1 318,10 €
	60631 Fourniture d'entretien	17,86 €
	60632 Fournitures de petit équipement	747,61 €
	6064 Fournitures administratives	3 828,29 €
	6068 Autres matières et fournitures	3 460,44 €
	611 Contrats de prestations de services	5 373,48 €
	6132 Locations immobilières	2 215,53 €
	6135 Locations mobilières	36 631,52 €
	61521 Terrains	1 140,00 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	624,00 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	2 694,77 €
	6156 Maintenance	3 511,04 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	276,70 €
	6168 Primes d'assurance Autres	1 658,45 €
	6182 Documentation générale et technique	534,00 €
	6184 Versements à des organismes de formation	5 853,00 €
	6188 Autres frais divers	1 949,20 €
	6226 Honoraires	18 843,93 €
	6232 Fêtes et cérémonies	7 164,00 €
	6237 Publications	324,50 €
	6238 Divers	1 426,32 €
	6241 Transports de biens	3 915,60 €
	6247 Transports collectifs	1 325,00 €
	6251 Voyages et déplacements	2 096,93 €
	6261 Frais d'affranchissement	268,75 €
	6262 Frais de télécommunications	8 237,70 €
	6281 Concours divers	2 000,00 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	7 144,82 €
	6284 Redevances pour services rendus	159,78 €
	637 Autres impôts, taxes et versements assimilés	621,00 €

	<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>	<b>30 750,25 €</b>
	60622 Carburants	1 796,42 €
	60623 Alimentation	2 257,41 €
	60632 Fournitures de petit équipement	782,13 €
	6068 Autres matières et fournitures	764,43 €
	6135 Locations mobilières	6 502,00 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	200,00 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	53,79 €
	6168 Primes d'assurance Autres	995,07 €
	6184 Versements à des organismes de formation	960,00 €
	6226 Honoraires	11 256,14 €
	6247 Transports collectifs	2 062,00 €
	6251 Voyages et déplacements	1 360,48 €
	6257 Réceptions	500,40 €
	6261 Frais d'affranchissement	9,42 €
	6262 Frais de télécommunications	712,80 €
	62878 Remboursement à d'autres organismes	175,00 €
	6355 Taxes et impôts sur véhicules	362,76 €
	<b>523 Actions en faveur des personnes en difficulté</b>	<b>2 000,00 €</b>
	6228 Divers	2 000,00 €
	<b>524 Autres services</b>	<b>152 639,71 €</b>
	60611 Eau et assainissement	1 872,87 €
	606121 Electricité	19 823,85 €
	60623 Alimentation	298,25 €
	6068 Autres matières et fournitures	18,30 €
	611 Contrats de prestations de services	109 325,35 €
	6135 Locations mobilières	157,80 €
	615228 Entretien et réparations autres bâtiments	10 224,82 €
	615232 Entretien et réparations réseaux	1 307,70 €
	6156 Maintenance	19,95 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	30,40 €
	6182 Documentation générale et technique	540,00 €
	6226 Honoraires	108,00 €
	6231 Annonces et insertions	1 261,68 €
	6232 Fêtes et cérémonies	777,50 €
	6238 Divers	206,69 €
	6257 Réceptions	1 799,82 €
	6262 Frais de télécommunications	2 307,44 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	631,80 €
	6284 Redevances pour services rendus	1 914,69 €
	6288 Autres services extérieurs	12,80 €
	<b>61 Service en faveur des personnes âgées</b>	<b>10 836,49 €</b>
	60622 Carburants	1 225,97 €
	6135 Locations mobilières	9 380,12 €
	6262 Frais de télécommunications	230,40 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>135 598,99 €</b>
	6042 Achats de prestations de services	19 065,70 €
	60611 Eau et assainissement	2 990,27 €
	606121 Electricité	9 504,71 €
	606122 Gaz	7 965,87 €
	60622 Carburants	530,12 €
	60623 Alimentation	18 838,24 €
	60631 Fourniture d'entretien	6 020,48 €
	60632 Fournitures de petit équipement	148,70 €
	60636 Vêtements de travail	928,72 €
	6064 Fournitures administratives	2 395,56 €
	6068 Autres matières et fournitures	8 482,42 €
	60681 Fournitures COVID	232,10 €
	611 Contrats de prestations de services	2 416,88 €
	61521 Terrains	4 668,00 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	8 834,99 €
	615232 Entretien et réparations réseaux	1 534,01 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	43,00 €
	61558 Entretien et réparations autres biens mobiliers	429,46 €
	6156 Maintenance	9 027,64 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	376,29 €
	6168 Primes d'assurance Autres	331,69 €
	6184 Versements à des organismes de formation	700,00 €
	6226 Honoraires	4 973,32 €
	6231 Annonces et insertions	108,00 €
	6241 Transports de biens	74,89 €
	6251 Voyages et déplacements	657,81 €
	6262 Frais de télécommunications	2 638,71 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	17 057,76 €
	6284 Redevances pour services rendus	1 975,40 €
	62875 Remboursement aux communes membres du GFP	2 648,25 €

	<b>70 Services communs</b>	<b>24 037,20 €</b>
	611 Contrats de prestations de services	23 472,00 €
	6237 Publications	565,20 €
	<b>810 Services communs</b>	<b>53 071,82 €</b>
	60611 Eau et assainissement	146,44 €
	606121 Electricité	1 373,57 €
	60622 Carburants	4 077,05 €
	60632 Fournitures de petit équipement	227,31 €
	60636 Vêtements de travail	800,99 €
	6064 Fournitures administratives	1 047,19 €
	6068 Autres matières et fournitures	3 116,69 €
	611 Contrats de prestations de services	314,40 €
	6135 Locations mobilières	6 163,20 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	1 828,73 €
	6156 Maintenance	15 705,50 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	58,30 €
	6168 Primes d'assurance Autres	995,07 €
	6182 Documentation générale et technique	1 130,99 €
	6226 Honoraires	396,00 €
	6231 Annonces et insertions	2 190,00 €
	6238 Divers	40,80 €
	6251 Voyages et déplacements	109,62 €
	6261 Frais d'affranchissement	10 223,91 €
	6262 Frais de télécommunications	2 136,06 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	288,00 €
	<b>812 Collecte et traitement des ordures ménagères</b>	<b>2 054,36 €</b>
	6226 Honoraires	2 054,36 €
	<b>822 Voirie communale et routes</b>	<b>15 434,40 €</b>
	61521 Terrains	6 192,00 €
	615231 Entretien et réparations voiries	9 242,40 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>6 822,52 €</b>
	60622 Carburants	498,34 €
	60632 Fournitures de petit équipement	52,00 €
	60636 Vêtements de travail	464,30 €
	6064 Fournitures administratives	46,50 €
	6068 Autres matières et fournitures	457,37 €
	611 Contrats de prestations de services	3 650,40 €
	615232 Entretien et réparations réseaux	436,80 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	360,03 €
	6168 Primes d'assurance Autres	331,69 €
	6257 Réceptions	50,40 €
	6261 Frais d'affranchissement	121,73 €
	6262 Frais de télécommunications	352,96 €
	833 Préservation du milieu naturel	28 836,19 €
	62875 Remboursement aux communes membres du GFP	28 836,19 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>154 517,19 €</b>
	60611 Eau et assainissement	176,06 €
	606121 Electricité	3 223,23 €
	60622 Carburants	945,08 €
	6068 Autres matières et fournitures	12,00 €
	611 Contrats de prestations de services	- €
	61521 Terrains	8 180,00 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	2 288,91 €
	615228 Entretien et réparations autres bâtiments	6 706,31 €
	615231 Entretien et réparations voiries	9 597,60 €
	615232 Entretien et réparations réseaux	2 531,46 €
	61551 Entretien et réparations matériel roulant	456,20 €
	6156 Maintenance	40,00 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	1 127,80 €
	6168 Primes d'assurance Autres	331,69 €
	6184 Versements à des organismes de formation	500,00 €
	6226 Honoraires	4 811,10 €
	6238 Divers	139,20 €
	6251 Voyages et déplacements	74,60 €
	6257 Réceptions	905,53 €
	6261 Frais d'affranchissement	200,98 €
	6262 Frais de télécommunications	383,40 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	332,50 €
	62875 Remboursement aux communes membres du GFP	2 240,00 €
	63512 Taxes foncières	11 438,54 €
	637 Autres impôts, taxes et versements assimilés	97 875,00 €

	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>92 684,73 €</b>
	60611 Eau et assainissement	46,84 €
	606121 Electricité	7 303,85 €
	606122 Gaz	3 629,60 €
	6068 Autres matières et fournitures	411,09 €
	611 Contrats de prestations de services	526,04 €
	6135 Locations mobilières	10 719,79 €
	615221 Entretien et réparations bâtiments publics	6 466,62 €
	6156 Maintenance	10 722,71 €
	6161 Primes d'assurance Multirisques	380,61 €
	6226 Honoraires	15 211,08 €
	6231 Annonces et insertions	5 586,00 €
	6236 Catalogues et imprimés	8 007,60 €
	6237 Publications	6 709,15 €
	6241 Transports de biens	864,00 €
	6251 Voyages et déplacements	62,22 €
	6257 Réceptions	769,86 €
	6262 Frais de télécommunications	1 064,29 €
	6281 Concours divers	100,00 €
	6283 Frais de nettoyage des locaux	13 918,62 €
	6284 Redevances pour services rendus	184,76 €
	<b>012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>4 779 736,01 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>138 137,20 €</b>
	64168 Autres emplois d'insertion	20 031,00 €
	6455 Cotisations pour assurance du personnel	90 577,99 €
	6458 Cotisations aux autres organismes sociaux	27 528,21 €
	020 Administration générale de la collectivité	289 145,50 €
	6332 Cotisations versées au FNAL	741,94 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	2 929,22 €
	64111 Rémunération principale	138 392,72 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	11 774,55 €
	64118 Autres indemnités	39 867,66 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	19 792,98 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	27 778,29 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	45 955,57 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	801,59 €
	6475 Médecine du travail	536,20 €
	6488 Autres charges	574,78 €
	<b>023 Information, communication, publicité</b>	<b>80 203,51 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	216,19 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	786,93 €
	64111 Rémunération principale	43 927,41 €
	64118 Autres indemnités	14 623,88 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	6 673,05 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	13 833,32 €
	6475 Médecine du travail	142,73 €
	<b>112 Police, sécurité, justice</b>	<b>246 895,34 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	655,08 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	2 383,61 €
	64111 Rémunération principale	138 309,01 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	1 724,61 €
	64118 Autres indemnités	41 146,81 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	20 213,91 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	41 979,90 €
	6475 Médecine du travail	482,41 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>567 447,92 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	7 634,27 €
	6332 Cotisations versées au FNAL	1 856,12 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	6 755,96 €
	64111 Rémunération principale	217 825,11 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	1 744,08 €
	64118 Autres indemnités	11 588,47 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	152 791,98 €
	64138 Personnel non titulaire Autres indemnités	8 547,01 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	84 154,30 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	66 885,44 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	6 440,13 €
	6475 Médecine du travail	1 225,05 €

<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>		<b>633 738,22 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	9 213,48 €
	6332 Cotisations versées au FNAL	1 905,51 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	6 936,75 €
	64111 Rémunération principale	375 120,56 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	14 588,13 €
	64118 Autres indemnités	46 997,25 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	61 068,52 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	116 642,92 €
	6475 Médecine du travail	1 265,10 €
<b>33 Action culturelle</b>		<b>173 412,07 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	536,87 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	1 954,24 €
	64111 Rémunération principale	56 517,80 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	1 295,10 €
	64118 Autres indemnités	16 313,11 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	44 800,67 €
	64138 Personnel non titulaire Autres indemnités	5 220,16 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	23 998,22 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	20 349,03 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	2 022,60 €
	6475 Médecine du travail	404,27 €
<b>421 Centres de loisirs</b>		<b>539 246,53 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	122 973,69 €
	6332 Cotisations versées au FNAL	1 006,35 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	3 233,57 €
	64111 Rémunération principale	146 537,50 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	5 428,06 €
	64118 Autres indemnités	20 081,91 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	141 277,62 €
	64138 Personnel non titulaire Autres indemnités	1 023,93 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	41 745,98 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	49 462,35 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	5 853,21 €
	6475 Médecine du travail	622,36 €
<b>520 Services communs</b>		<b>162 212,37 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	456,92 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	1 614,39 €
	6338 Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,75 €
	64111 Rémunération principale	75 916,74 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	6 839,67 €
	64118 Autres indemnités	20 902,00 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	11 499,51 €
	64168 Autres emplois d'insertion	3 366,54 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	15 279,15 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	25 350,24 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	602,06 €
	6475 Médecine du travail	384,40 €
<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>		<b>80 902,00 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	229,77 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	804,50 €
	64111 Rémunération principale	42 448,51 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	27,62 €
	64118 Autres indemnités	4 558,36 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	10 749,52 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	7 652,38 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	13 860,83 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	435,37 €
	6475 Médecine du travail	135,14 €

<b>524 Autres services</b>		<b>100 930,83 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	340,91 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	925,92 €
	6338 Autres impôts, taxes et versements assimilés	3,25 €
	64111 Rémunération principale	19 048,88 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	20,80 €
	64118 Autres indemnités	2 896,86 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	29 984,23 €
	64138 Personnel non titulaire Autres indemnités	2 339,35 €
	64168 Autres emplois d'insertion	23 988,83 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	11 093,90 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	8 002,01 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	2 010,86 €
	6475 Médecine du travail	275,03 €
<b>61 Service en faveur des personnes âgées</b>		<b>28 332,63 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	15 466,00 €
	6332 Cotisations versées au FNAL	31,17 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	164,47 €
	64111 Rémunération principale	3 496,82 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	15,89 €
	64118 Autres indemnités	253,19 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	5 532,94 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	2 739,30 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	378,91 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	224,10 €
	6475 Médecine du travail	29,84 €
<b>64 Crèches et garderies</b>		<b>944 175,54 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	2 967,74 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	10 976,80 €
	64111 Rémunération principale	363 107,96 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	6 556,01 €
	64118 Autres indemnités	46 650,56 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	231 385,98 €
	64138 Personnel non titulaire Autres indemnités	15 427,93 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	129 538,41 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	124 879,13 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	10 016,13 €
	6475 Médecine du travail	2 668,89 €
<b>810 Services communs</b>		<b>325 040,49 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	888,77 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	3 234,81 €
	64111 Rémunération principale	186 945,04 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	6 319,28 €
	64118 Autres indemnités	38 813,91 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	27 427,74 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	56 674,27 €
	6475 Médecine du travail	611,67 €
	6488 Autres charges	4 125,00 €
<b>822 Voirie communale et routes</b>		<b>524,74 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	524,74 €

	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>34 299,35 €</b>
	6332 Cotisations versées au FNAL	96,06 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	349,74 €
	64111 Rémunération principale	20 075,73 €
	64118 Autres indemnités	4 590,08 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	2 965,29 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	6 159,06 €
	6475 Médecine du travail	63,39 €
	<b>833 Préservation du milieu naturel</b>	<b>28 690,94 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	28 690,94 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>54 308,64 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	1 872,47 €
	6332 Cotisations versées au FNAL	185,72 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	675,84 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	33 939,50 €
	64138 Personnel non titulaire Autres indemnités	3 193,92 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	11 255,16 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	1 559,57 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	1 503,90 €
	6475 Médecine du travail	122,56 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>352 092,19 €</b>
	6217 Personnel affecté par la commune membre du GFP	269,32 €
	6332 Cotisations versées au FNAL	1 155,62 €
	6336 Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la FPT	4 206,50 €
	64111 Rémunération principale	74 684,20 €
	64112 NBI, Supplément familial de traitement	3 252,52 €
	64118 Autres indemnités	6 767,93 €
	64131 Personnel non titulaire Rémunérations	144 050,12 €
	64138 Personnel non titulaire Autres indemnités	15 490,42 €
	6451 Cotisations à l'URSSAF	59 146,80 €
	6453 Cotisations aux caisses de retraite	29 908,91 €
	6454 Cotisations aux ASSEDIC	6 480,87 €
	64731 Allocations de chômage versées directement	5 916,16 €
	6475 Médecine du travail	762,82 €
	<b>014 ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>	<b>14 352 553,89 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>14 031 994,65 €</b>
	7391171 Dégrèvements de TFNB en faveur jeunes agriculteurs	24,00 €
	7391178 Autres restitutions au titre de dégrèvements sur contributions directes	6 991,53 €
	73916 Contribution pour le redressement des finances publiques	12 348,00 €
	739211 Attribution de compensation	3 716 217,13 €
	739212 DSC	199 999,99 €
	739221 FNGIR	7 713 014,00 €
	739223 FPIC	2 383 400,00 €
	<b>812 Collecte et traitement des ordures ménagères</b>	<b>320 559,24 €</b>
	70619 Reversements REOM	320 559,24 €

<b>65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>		<b>1 586 907,40 €</b>
<b>01 Opérations non ventilables</b>		<b>7 952,97 €</b>
	6541 Créances admises en non valeur	122,35 €
	65548 Autres contributions	7 826,57 €
	65888 Autres	4,05 €
<b>020 Administration générale de la collectivité</b>		<b>91 782,46 €</b>
	6518 Redevances pour concessions, brevets, licences - autres	6 720,43 €
	65548 Autres contributions	71 932,70 €
	657358 Autres groupements	12 012,00 €
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	1 117,00 €
	65888 Autres	0,33 €
<b>021 Assemblée locale</b>		<b>146 969,58 €</b>
	6531 Indemnités	112 302,72 €
	6533 Cotisations de retraite	5 460,99 €
	6534 Cotisations de sécurité sociale	28 981,20 €
	65372 Cotisations eu fonds de l'allocation fin de mandat	224,60 €
	65888 Autres	0,07 €
<b>023 Information, communication, publicité</b>		<b>5 000,00 €</b>
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	5 000,00 €
<b>024 Fêtes et cérémonies</b>		<b>39 000,00 €</b>
	657341 Subv.de fonctionnement aux communes membres du GFP	4 000,00 €
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	35 000,00 €
<b>113 Pompiers, incendie et secours</b>		<b>768 771,00 €</b>
	6553 Service d'incendie	768 771,00 €
<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>		<b>3 000,00 €</b>
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	3 000,00 €
<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>		<b>89,52 €</b>
	6541 Créances admises en non valeur	89,52 €
<b>33 Action culturelle</b>		<b>17 347,04 €</b>
	6518 Redevances pour concessions, brevets, licences - autres	529,23 €
	657341 Subv.de fonctionnement aux communes membres du GFP	113,10 €
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	16 704,25 €
	65888 Autres	0,46 €
<b>421 Centres de loisirs</b>		<b>268,66 €</b>
	6541 Créances admises en non valeur	101,98 €
	6542 Créances éteintes	166,68 €
<b>520 Services communs</b>		<b>19 200,00 €</b>
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	19 200,00 €
<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>		<b>12 380,00 €</b>
	65737 Autres établissement publics locaux	12 380,00 €
<b>523 Actions en faveur des personnes en difficulté</b>		<b>22 217,00 €</b>
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	22 217,00 €
<b>524 Autres services</b>		<b>15 300,00 €</b>
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	15 300,00 €
<b>64 Crèches et garderies</b>		<b>586,18 €</b>
	6518 Redevances pour concessions, brevets, licences - autres	560,12 €
	6541 Créances admises en non valeur	26,06 €
<b>812 Collecte et traitement des ordures ménagères</b>		<b>6 810,45 €</b>
	6542 Créances éteintes	6 810,45 €
<b>831 Aménagement des eaux</b>		<b>81 737,00 €</b>
	65548 Autres contributions	81 737,00 €
<b>90 Interventions économiques</b>		<b>60 602,00 €</b>
	6542 Créances éteintes	5 040,00 €
	6574 Subv.de fonctionnement aux associations et personne de droit privé	55 562,00 €
<b>95 Aides au tourisme</b>		<b>287 893,54 €</b>
	657364 Etablissements de services rattachés à caractère industriel et commercial	287 893,21 €
	65888 Autres	0,33 €

<b>66 CHARGES FINANCIERES</b>		<b>2 212,00 €</b>
	<b>020 Administration générale de la collectivité</b>	<b>2 212,00 €</b>
	6615 Intérêts	2 212,00 €
<b>67 CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>44 393,81 €</b>
	<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>	<b>76,25 €</b>
	673 Titres annulés sur exercices précédents	76,25 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>24,14 €</b>
	673 Titres annulés sur exercices précédents	24,14 €
	<b>524 Autres services</b>	<b>1 264,65 €</b>
	673 Titres annulés sur exercices précédents	1 264,65 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>2 093,80 €</b>
	673 Titres annulés sur exercices précédents	873,44 €
	678 Autres charges exceptionnelles	1 220,36 €
	<b>812 Collecte et traitement des ordures ménagères</b>	<b>17 645,81 €</b>
	673 Titres annulés sur exercices précédents	17 645,81 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>23 252,00 €</b>
	673 Titres annulés sur exercices précédents	23 252,00 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>37,16 €</b>
	6711 Intérêts sur marchés	26,24 €
	673 Titres annulés sur exercices précédents	10,92 €
<b>68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>		<b>30 000,00 €</b>
	<b>812 Collecte et traitement des ordures ménagères</b>	<b>30 000,00 €</b>
	6817 Dotations aux provisions	30 000,00 €
<b>042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>		<b>2 399 716,41 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>2 324 548,41 €</b>
	6811 Dotations aux amort.	2 324 548,41 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>75 168,00 €</b>
	675 Valeurs comptables des immos cédées	70 140,00 €
	6761 Différences sur réalisations transférées en invest	5 028,00 €
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>25 444 103,29 €</b>

Dépenses d'investissement 2021

CHAPITRE FONCTION COMPTE		ORDONNANCÉ 2021
<b>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>		<b>25 599,64 €</b>
	<b>112 Police, sécurité, justice</b>	<b>248,50 €</b>
	165 Dépôts et cautionnements reçus	248,50 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>1 300,00 €</b>
	165 Dépôts et cautionnements reçus	1 300,00 €
	<b>520 Services communs</b>	<b>20 000,00 €</b>
	16818 Autres prêteurs	20 000,00 €
	<b>524 Autres services</b>	<b>3 450,00 €</b>
	165 Dépôts et cautionnements reçus	3 450,00 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>601,14 €</b>
	165 Dépôts et cautionnements reçus	601,14 €
<b>20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>225 214,75 €</b>
	<b>020 Administration générale de la collectivité</b>	<b>60 651,25 €</b>
	2031 Frais d'études	9 622,03 €
	2033 Frais d'insertion	57,72 €
	2051 Concessions et droits similaires	50 971,50 €
	<b>023 Information, communication, publicité</b>	<b>2 064,00 €</b>
	2051 Concessions et droits similaires	2 064,00 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>3 780,00 €</b>
	2051 Concessions et droits similaires	3 780,00 €
	<b>33 Action culturelle</b>	<b>367,13 €</b>
	2051 Concessions et droits similaires	367,13 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>5 748,00 €</b>
	2031 Frais d'études	5 748,00 €
	<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>	<b>272,16 €</b>
	2051 Concessions et droits similaires	272,16 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>12 275,15 €</b>
	2031 Frais d'études	8 826,00 €
	2051 Concessions et droits similaires	3 449,15 €
	<b>810 Services communs</b>	<b>6 840,00 €</b>
	2051 Concessions et droits similaires	6 840,00 €
	<b>812 Collecte et traitement des ordures ménagères</b>	<b>1 794,00 €</b>
	2031 Frais d'études	1 794,00 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>68 842,80 €</b>
	2031 Frais d'études	65 105,20 €
	2033 Frais d'insertion	3 737,60 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>62 580,26 €</b>
	2031 Frais d'études	46 123,06 €
	2033 Frais d'insertion	3 477,20 €
	2051 Concessions et droits similaires	12 980,00 €
<b>204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES</b>		<b>1 083 990,98 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>863 266,20 €</b>
	2041412 Subv. - Etat - Bâtiments et Installations	863 266,20 €
	<b>70 Services communs</b>	<b>- €</b>
	20422 Subv. Privé - Bâtiments et Installations	- €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>135 437,50 €</b>
	204111 Subv. - Etat - Biens mobiliers, matériel et études	135 000,00 €
	2041581 Autres groupements - Biens mobiliers, matériel et études	437,50 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>61 864,00 €</b>
	20422 Subv. Privé - Bâtiments et Installations	61 864,00 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>23 423,28 €</b>
	204131 Subv. - Département - Biens mobiliers, matériel et études	23 423,28 €
<b>21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>416 625,45 €</b>
	<b>020 Administration générale de la collectivité</b>	<b>21 093,31 €</b>
	2183 Matériel informatique	19 245,81 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	1 847,50 €
	<b>023 Information, communication, publicité</b>	<b>1 568,70 €</b>
	2183 Matériel informatique	1 568,70 €
	<b>112 Police, sécurité, justice</b>	<b>30 977,84 €</b>
	2182 Matériel de transport	24 206,74 €
	2183 Matériel informatique	1 922,42 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	4 848,68 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>5 654,43 €</b>
	2183 Matériel informatique	4 974,82 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	679,61 €
	<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>	<b>22 503,18 €</b>
	2181 Installat° générales, agencements divers	991,88 €

	2183 Matériel informatique	1 740,60 €
	2184 Mobilier	14 327,47 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	5 443,23 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>12 551,33 €</b>
	2135 Installat° générales, agencements divers	10 717,20 €
	2183 Matériel informatique	490,15 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	1 343,98 €
	<b>520 Services communs</b>	<b>79 769,87 €</b>
	2135 Installat° générales, agencements divers	1 564,80 €
	2183 Matériel informatique	20 941,45 €
	2184 Mobilier	41 302,20 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	15 961,42 €
	<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>	<b>34 106,95 €</b>
	2182 Matériel de transport	28 209,92 €
	2183 Matériel informatique	4 334,98 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	1 562,05 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>28 568,31 €</b>
	2128 Autres agencements de terrains	10 536,24 €
	2183 Matériel informatique	764,08 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	17 267,99 €
	<b>810 Services communs</b>	<b>46 469,74 €</b>
	2135 Installat° générales, agencements divers	18 829,13 €
	2184 Mobilier	5 549,48 €
	2188 Autres immobilisations corporelles	22 091,13 €
	<b>812 Collecte et traitement des ordures ménagères</b>	<b>79 550,04 €</b>
	2111 Terrains	79 550,04 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>231,89 €</b>
	2184 Mobilier	231,89 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>52 199,43 €</b>
	2111 Terrains	45 505,50 €
	2135 Installat° générales, agencements divers	6 693,93 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>1 380,43 €</b>
	2181 Installat° générales, agencements divers	495,94 €
	2183 Matériel informatique	192,10 €
	2184 Mobilier	692,39 €
	<b>23 IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>992 832,23 €</b>
	<b>520 Services communs</b>	<b>478 812,75 €</b>
	2313 Constructions	478 812,75 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>141 996,48 €</b>
	2313 Constructions	141 996,48 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>151 572,96 €</b>
	2312 Agencements et aménagements de terrains	151 572,96 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>176 199,20 €</b>
	2313 Constructions	176 199,20 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>44 250,84 €</b>
	2313 Constructions	44 250,84 €
	<b>040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>	<b>318 222,30 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>318 222,30 €</b>
	13911 Subv.d'invest.rattachées aux actifs amortissables	101 161,54 €
	13912 Subv.d'invest.rattachées aux actifs amortissables	130 952,00 €
	13913 Subv.d'invest.rattachées aux actifs amortissables	66 523,22 €
	139141 Subv.d'invest.rattachées aux actifs amortissables	543,00 €
	139148 Subv.d'invest.rattachées aux actifs amortissables	6 830,00 €
	13916 Subv.d'invest.rattachées aux actifs amortissables	2 887,54 €
	13918 Subv.d'invest.rattachées aux actifs amortissables	9 325,00 €
	<b>041 OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>16 951,33 €</b>
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>16 951,33 €</b>
	2313 Constructions	16 951,33 €
	<b>001 - Solde d'exécution de la section d'investissement</b>	<b>1 865 085,77 €</b>
	<b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>4 944 522,45 €</b>

## Recettes de Fonctionnement 2021

CHAPITRE FONCTION COMPTE		ORDONNANCÉ 2021
<b>013 ATTENUATIONS DE CHARGES</b>		<b>431 000,70 €</b>
	<b>020 Administration générale de la collectivité</b>	<b>5 227,51 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	5 227,51 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>2 587,66 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	2 587,66 €
	<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>	<b>13 817,69 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	13 817,69 €
	<b>33 Action culturelle</b>	<b>1 248,24 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	1 248,24 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>14 690,57 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	14 690,57 €
	<b>520 Services communs</b>	<b>984,71 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	984,71 €
	<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>	<b>1 142,29 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	1 142,29 €
	<b>524 Autres services</b>	<b>14 185,55 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	14 185,55 €
	<b>61 Service en faveur des personnes âgées</b>	<b>746,13 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	746,13 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>29 023,35 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	29 023,35 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>347 347,00 €</b>
	6419 Remboursement sur rémunérations du personnel	347 347,00 €
<b>70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE &amp; VENTES DIVERSES</b>		<b>493 128,69 €</b>
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>90 410,40 €</b>
	7062 Redevances et droits des services à caractère culturel	90 410,40 €
	<b>33 Action culturelle</b>	<b>19 339,12 €</b>
	7062 Redevances et droits des services à caractère culturel	18 394,12 €
	7088 Autres produits d'activités annexes	945,00 €
	<b>413 Piscines</b>	<b>10 592,54 €</b>
	70323 Redevance d'occupation du domaine public	1 727,00 €
	70631 Redevances et droits des services à caractère sportif	8 865,54 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>179 387,71 €</b>
	70632 Redevances et droits des services à caractère de loisirs	179 387,71 €
	<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>	<b>3 226,00 €</b>
	70632 Redevances et droits des services à caractère de loisirs	3 226,00 €
	<b>524 Autres services</b>	<b>10 288,20 €</b>
	7066 Redevances et droits des services à caractère social	10 288,20 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>179 884,72 €</b>
	7067 Redevances et droits des services à caractère périscolaire et d'ens	179 884,72 €
<b>73 IMPOTS ET TAXES</b>		<b>17 547 384,20 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>17 547 384,20 €</b>
	73111 Impôts directs locaux	5 225 003,00 €
	73112 CVAE	3 964 811,00 €
	73113 TASCOM	226 316,00 €
	73114 IFER	6 048 456,00 €
	7318 Autres impôts locaux	9 756,00 €
	73211 Attribution de compensation	10 833,20 €
	7382 Fraction de TVA	2 062 209,00 €
<b>74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>		<b>6 374 618,27 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>5 636 314,58 €</b>
	74126 DGF	1 180 421,00 €
	744 FCTVA	13 649,58 €
	74833 Compensation CET	4 382 710,00 €
	74834 Compensations taxes foncières	59 534,00 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>7 481,00 €</b>
	7473 Participation Départements	7 401,00 €
	7478 Autres organismes	80,00 €

	<b>33 Action culturelle</b>	<b>37 086,10 €</b>
	74718 Autres participations	2 831,00 €
	7472 Participation Régions	34 255,10 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>179 748,74 €</b>
	7478 Autres organismes	179 748,74 €
	<b>520 Services communs</b>	<b>56 430,58 €</b>
	74718 Autres participations	51 719,21 €
	7473 Participation Départements	1 000,00 €
	74741 Participation communes membres du GFP	2 200,00 €
	7478 Autres organismes	1 511,37 €
	<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>	<b>32 811,26 €</b>
	7478 Autres organismes	32 811,26 €
	<b>524 Autres services</b>	<b>63 037,91 €</b>
	74718 Autres participations	34 195,92 €
	7478 Autres organismes	28 841,99 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>333 381,27 €</b>
	7473 Participation Départements	4 800,00 €
	7478 Autres organismes	328 581,27 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>23 110,83 €</b>
	7472 Participation Régions	9 880,21 €
	7478 Autres organismes	13 230,62 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>5 216,00 €</b>
	7473 Participation Départements	5 216,00 €
	<b>75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>237 738,10 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>1,05 €</b>
	7588 Autres produits de gestion courante	1,05 €
	<b>112 Police, sécurité, justice</b>	<b>6 728,82 €</b>
	752 Revenus des immeubles	6 618,82 €
	7588 Autres produits de gestion courante	110,00 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>2 994,41 €</b>
	752 Revenus des immeubles	2 994,41 €
	<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>	<b>530,62 €</b>
	7588 Autres produits de gestion courante	530,62 €
	<b>33 Action culturelle</b>	<b>2,07 €</b>
	7588 Autres produits de gestion courante	2,07 €
	<b>413 Piscines</b>	<b>6 000,00 €</b>
	757 Rdevances versées par les fermiers et concessionnaires	6 000,00 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>217 597,53 €</b>
	752 Revenus des immeubles	217 597,53 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>3 883,60 €</b>
	752 Revenus des immeubles	3 883,60 €
	<b>77 PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>108 631,60 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>432,87 €</b>
	7788 Produits exceptionnels divers	432,87 €
	<b>020 Administration générale de la collectivité</b>	<b>6 900,00 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	6 900,00 €
	<b>112 Police, sécurité, justice</b>	<b>7 822,29 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	1 000,00 €
	7788 Produits exceptionnels divers	6 822,29 €
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>1 680,14 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	1 680,14 €
	<b>321 Bibliothèques et médiathèques</b>	<b>1 888,51 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	1 888,51 €
	<b>33 Action culturelle</b>	<b>2 960,40 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	1 208,82 €
	774 Subventions exceptionnelles	77,64 €
	7788 Produits exceptionnels divers	1 673,94 €
	<b>421 Centres de loisirs</b>	<b>150,00 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	150,00 €
	<b>520 Services communs</b>	<b>1 421,68 €</b>
	7788 Produits exceptionnels divers	1 421,68 €
	<b>522 Actions en faveur de l'enfance et l'adolescence</b>	<b>1 000,00 €</b>
	7788 Produits exceptionnels divers	1 000,00 €

	<b>524 Autres services</b>	<b>5 747,17 €</b>
	7788 Produits exceptionnels divers	5 747,17 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>970,32 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	970,32 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>167,40 €</b>
	7788 Produits exceptionnels divers	167,40 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>77 351,62 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	2 183,62 €
	775 Produits des cessions d'immo	75 168,00 €
	<b>95 Aides au tourisme</b>	<b>139,20 €</b>
	7718 Autres produits exceptionnels	139,20 €
	<b>042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>	<b>318 222,30 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>318 222,30 €</b>
	777 Quote part des subv.d'invest. Transférées au compte de résultat	318 222,30 €
	<b>002 - Résultat de fonctionnement réporté</b>	<b>1 345 918,75 €</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>26 856 642,61 €</b>

Recettes d'investissement 2021

CHAPITRE FONCTION COMPTE		ORDONNANCÉ 2021
<b>10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>		<b>1 927 558,70 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>1 927 558,70 €</b>
	10222 FCVTA	626 936,74 €
	1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	1 300 621,96 €
<b>13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>		<b>1 722 910,38 €</b>
	<b>520 Services communs</b>	<b>285 406,20 €</b>
	1311 Subventions Etat et établissements nationaux	64 451,70 €
	1313 Subventions Départements	220 954,50 €
	<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>1 050 026,00 €</b>
	1311 Subventions Etat et établissements nationaux	363 901,00 €
	1312 Subventions Régions	202 600,00 €
	1313 Subventions Départements	192 725,00 €
	1318 Autres Subventions	290 800,00 €
	<b>810 Services communs</b>	<b>60 000,00 €</b>
	1311 Subventions Etat et établissements nationaux	60 000,00 €
	<b>831 Aménagement des eaux</b>	<b>165 196,18 €</b>
	1312 Subventions Régions	3 485,37 €
	1313 Subventions Départements	19 628,95 €
	13158 Subventions Autres groupements	3 076,35 €
	1318 Autres Subventions	139 365,51 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>162 282,00 €</b>
	1311 Subventions Etat et établissements nationaux	129 002,00 €
	1313 Subventions Départements	23 200,00 €
	1318 Autres Subventions	10 080,00 €
<b>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>		<b>4 970,00 €</b>
	<b>311 Expression musicale, lyrique et chorégraphique</b>	<b>1 200,00 €</b>
	165 Dépôts et cautionnements reçus	1 200,00 €
	<b>524 Autres services</b>	<b>3 000,00 €</b>
	165 Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00 €
	<b>90 Interventions économiques</b>	<b>770,00 €</b>
	165 Dépôts et cautionnements reçus	770,00 €
<b>20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>974,40 €</b>
	<b>020 Administration générale de la collectivité</b>	<b>974,40 €</b>
	2051 Concessions et droits similaires	974,40 €
<b>040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>		<b>2 399 716,41 €</b>
	<b>01 Opérations non ventilables</b>	<b>2 324 548,41 €</b>
	2802 Amortissements des immobilisations	3 209,78 €
	28031 Amortissements des immobilisations	30 396,06 €
	28033 Amortissements des immobilisations	418,44 €
	28041412 Amortissements des immobilisations	894 252,04 €
	28041581 Amortissements des immobilisations	437,50 €
	280422 Amortissements des immobilisations	50 426,60 €
	28051 Amortissements des immobilisations	52 197,79 €
	28088 Amortissements des immobilisations	14 306,00 €
	28128 Amortissements des immobilisations	41 296,77 €
	281318 Amortissements des immobilisations	702 694,18 €
	28132 Amortissements des immobilisations	14 129,74 €
	28135 Amortissements des immobilisations	46 572,91 €
	28138 Amortissements des immobilisations	21 447,63 €
	28151 Amortissements des immobilisations	92,40 €
	28152 Amortissements des immobilisations	206 719,00 €
	281538 Amortissements des immobilisations	48 740,15 €
	281578 Amortissements des immobilisations	502,09 €
	28158 Amortissements des immobilisations	2 247,87 €

		281731 Amortissements des immobilisations	20 732,34 €
		28181 Amortissements des immobilisations	1 674,20 €
		28182 Amortissements des immobilisations	31 512,58 €
		28183 Amortissements des immobilisations	48 401,87 €
		28184 Amortissements des immobilisations	40 056,82 €
		28188 Amortissements des immobilisations	52 083,65 €
		<b>90 Interventions économiques</b>	<b>75 168,00 €</b>
		192 Plus ou moins-value sur cessions d'immo.	5 028,00 €
		2111 Terrains	70 140,00 €
		<b>041 OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>16 951,33 €</b>
		<b>64 Crèches et garderies</b>	<b>16 951,33 €</b>
		2031 Frais d'études	15 132,51 €
		2033 Frais d'insertion	1 818,82 €
		<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 073 081,22 €</b>

## DEFINITIONS DES RATIOS FINANCIERS :

- ☑ **Épargne de gestion courante** : épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts.
  
- ☑ **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. L'épargne brute est affectée notamment au remboursement de la dette.
  
- ☑ **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.
  
- ☑ **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

## FISCALITÉ :

Recettes fiscales 2021 - CC du Val de Sully		Produits	Reversements
73111	CFE	4 761 136	
73112	CVAE	3 964 811	
73114	IFER	6 027 209	
73113	TASCOM	226 316	
73111	TH	279 959	
73111	TFNB	13 482	
73111	TFB	135 481	
73111	Produit additionnel FNB	34 384	
<b>Sous Total</b>		<b>15 442 778,00</b>	
74833	Compensation au titre de la CET	4 382 710	
74834	Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	59 773	
74835	Compensation au titre des exonérations de la taxe d'habitation	2 061 929	
741900	Contribution redressement finances publiques		12 348
73923	Reversement FNGIR		7 713 014
<b>TOTAL</b>		<b>21 947 190</b>	<b>7 725 362</b>
		<b>14 221 828</b>	

Recettes fiscales 2022 - CC du Val de Sully		Produits	Reversements
73111	CFE	4 984 936	

*Estimation réalisée sur la base des bases 2021 avec une augmentation du taux à 18,77%*

73112	CVAE	3 761 481		<i>Estimation DGFIP du 19/11/2021</i>
73114	IFER	6 027 209		<i>Base 2021</i>
73113	TASCOM	226 316		<i>Base 2021</i>
73111	TH	279 959		<i>Base 2021</i>
73111	TFNB	13 753		<i>Simulation avec une évolution des bases de 2%</i>
73111	TFB	138 429		<i>Simulation avec une évolution des bases de 2%</i>
73111	Produit additionnel FNB	34 384		<i>Base 2021</i>
7346	Taxe GEMAPI	220 000		
<b>Sous Total</b>		<b>15 686 467</b>		
74833	Compensation au titre de la CET	4 382 710		
74834	Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	59 773		
74835	Compensation au titre des exonérations de la taxe d'habitation	2 061 929		
741900	Contribution redressement finances publiques		13 000	<i>Prévision</i>
73923	Reversement FNGIR		7 713 014	<i>Prévision</i>
<b>TOTAL</b>		<b>22 190 897</b>	<b>7 726 014</b>	
		<b>14 464 883</b>		

	<b>BASES 2021 - Définitives</b>	<b>BASES 2022 – Prévisionnelles</b>	<b>Taux 2022 - Prévisionnels</b>	<b>PRODUITS prévisionnels</b>
<b>CFE</b>	26 558 000	26 558 000	18.77	4 984 936 €
<b>TFNB</b>	893 000	910 860	1.51	13 753 €
<b>TFB</b>	39 567 000	40 358 340	0.343	138 429 €

## TABLEAU DES EFFECTIFS – CDC VAL DE SULLY

*Arrêté à la date du 14/12/2021*

Date de la délibération	N° de la délibération	Catégorie	Grade	Fonction	Statut	Date de Nomination/ Transfert/ Détachement	Nombre heures hebdo.
08/01/2019	2019-05	A	Attaché Principal	Directrice Générale des Services	Titulaire	15/04/2019 16/01/2017	35 h
21/01/2020	2020-03	B	Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Responsable des ressources humaines	Titulaire	11/07/2020 09/10/2003	35 h
08/01/2019	2019-05	C	Adjoint Administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Assistante – Gestion Ressources humaines	Titulaire	01/02/2019 01/10/2011	35 h TP 28 h
15/10/2019	2019-63	A	Attaché	Responsable communication	Titulaire	01/11/2019	35 h
13/01/2015 Sullias	N°06	C	Adjoint administratif	Chargée de communication	Titulaire	05/10/2017 05/10/2015	35 h
18/07/2017	2017-29	C	Adjoint Administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Responsable de la comptabilité et des finances	Titulaire	01/10/2017 25/01/2016	35 h
21/02/2020	2020-03	C	Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Gestionnaire de la comptabilité et des finances	Titulaire	01/02/2020	35 h TP 28 h
26/06/2020	2020-20	C	Adjoint administratif	Accueil – courrier-secrétariat	Titulaire	01/10/2020	35 h
02/05/2018	2018-54	C	Adjoint administratif	Accueil – courrier-secrétariat	Stagiaire	09/11/2021	35 h

		<b>C</b>	<i>Adjoint Administratif</i>	<i>Finances - comptabilité</i>	<b>Disponibilité</b> <b>3 ans</b>	<i>10/07/2017</i>	<i>35 H</i>
17/03/2020	2020-17	<b>B</b>	Rédacteur	Gestionnaire service technique	<b>Titulaire</b>	01/04/2020	35 h
15/12/2010	2010-53	<b>B</b>	Rédacteur	Conseillère en séjour	<b>Non-titulaire CDI</b>	01/01/2011	35 h
<i>15/12/2010</i>	<i>2010-53</i>	<b>B</b>	<i>Rédacteur</i>	<i>Conseillère en séjour</i>	<b>Disponibilité</b> <b>1 an</b>	<i>01/01/2011</i> <i>18/11/2019</i>	<i>35 h</i>
15/12/2010	2010-53	<b>B</b>	Rédacteur	Conseillère en séjour	<b>Non-titulaire CDD</b>	01/12/2020	35 h
08/01/2019	2019-05	<b>C</b>	Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Conseillère en séjour	<b>Titulaire</b>	01/02/2019 01/01/2011	35 h
09/12/2014 Sullias	N°109	<b>B</b>	Rédacteur	Chargée de missions Tourisme et Conseillère en séjour	<b>Non-titulaire CDI</b>	01/01/2015	35 h
05/12/2017	2017-216	<b>C</b>	Adjoint administratif	Conseillère en séjour touristique	<b>Titulaire</b>	05/01/2018	35 h
05/12/2017	2017-216	<b>C</b>	Adjoint administratif	Conseillère en séjour touristique, reporter numérique de territoire	<b>Titulaire</b>	08/03/2018	35 h
<i>05/12/2017</i>	<i>2017-216</i>	<b>C</b>	<i>Adjoint administratif</i>	<i>Conseillère en séjour touristique, chargée de projets e-tourisme</i>	<b>Vacant</b>	<i>05/02/2021</i>	<i>35 h</i>
13/04/2021	2021-62	<b>C</b>	Adjoint administratif	Conseillère en séjour et guide conférencière	<b>Stagiaire</b>	11/06/2021	35 h
14/12/2015	2015-91	<b>B</b>	<i>Rédacteur</i>	<i>Conseillère en séjour touristique en charge des relations avec les partenaires</i>	<b>Vacant</b>	<i>07/11/2020</i>	<i>35 h</i>

22/05/2018	2018-21	<b>B</b>	Rédacteur	Responsable service Urbanisme – Instructeur ADS	<b>Vacant</b>	01/04/2021	35 h
10/09/2015	2015-31	<b>C</b>	Adjoint Administratif de 1 <sup>ère</sup> classe	Secrétaire administrative – service Urbanisme	<b>Disponibilité</b> <b>3 ans</b>	01/01/2020 01/10/2015	35 H
22/05/2018	2018-21	<b>C</b>	Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Instructeur du droit des sols – service Urbanisme	<b>Vacant</b>	01/07/2018 19/10/2015	35 h
18/07/2017	2017-29	<b>C</b>	Adjoint administratif	Responsable service urbanisme Instructeur du droit des sols	<b>Titulaire</b>	01/09/2018 01/09/2017	35 h
10/07/2018	2018-35	<b>C</b>	Adjoint administratif	Service Urbanisme	<b>Titulaire</b>	01/03/2019	35 h
19/11/2019	2019-75	<b>C</b>	Adjoint administratif	Secrétaire administrative/assistance Instructeur	<b>Titulaire</b>	01/12/2019	35 h
13/04/2015	2015-15	<b>C</b>	Adjoint Administratif	Agent de bibliothèques	<b>Disponibilité</b> <b>3 ans</b>	01/09/2018 01/10/2015	35 H
15/06/2015	2015-44	<b>C</b>	Adjoint administratif	Agent de bibliothèque	<b>Titulaire</b>	01/09/2016 01/09/2015	35 h
21/01/2020	2020-03	<b>C</b>	Adjoint administratif Ppal de 2 <sup>ème</sup> classe	Bibliothécaire adjointe	<b>Titulaire</b>	04/09/2020	35 h
21/05/2019	2019-32	<b>A</b>	Attaché principal	Directeur de l'action sociale	<b>Titulaire</b>	01/07/2019	35 h
22/04/2014 Sullias	N°47	<b>C</b>	Adjoint administratif	Secrétariat général « Politique de la ville »	<b>Titulaire</b>	01/07/2014 20/06/2012	35 h

21/08/2018	2018-44	<b>B</b>	Rédacteur	Responsable Antenne Emploi Entreprises	<b>Non-titulaire</b> <b>CDD 1an</b>	01/09/2021 <i>01/09/2018</i>	35 h
21/01/2020	2020-03	<b>B</b>	<i>Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe</i>	<i>Chargée de programmation culturelle</i>	<b>Vacant</b>	01/05/2021	35 h
10/07/2018	2018-35	<b>C</b>	Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Secrétariat ALSH- Accueil	<b>Titulaire</b>	01/09/2018 <i>01/09/2017</i>	35 h
02/04/2019	2019-30	<b>A</b>	Attaché	Développeur économique	<b>Non-titulaire</b> <b>CDD 2ans</b>	08/04/2020	35 h
17/03/2020	2020-17	<b>C ou B</b>	<i>Adjoint administratif ou Rédacteur</i>	<i>Responsable Travaux</i>	<b>Vacant</b>	01/05/2020	35 h
08/01/2019	2019-05	<b>A</b>	Bibliothécaire principal	Responsable du réseau des bibliothèques communautaires	<b>Titulaire</b>	01/02/2019 <i>01/10/2008</i>	35 H
23/09/2013 28/03/2006	2013-82 2006-25	<b>B</b>	Assistant de conservation principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Bibliothécaire	<b>Titulaire</b>	01/09/2013 <i>01/09/2003</i>	35 H
21/01/2020	2020-03	<b>B</b>	Assistant de conservation principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Bibliothécaire	<b>Titulaire</b>	01/10/2020	35 H
12/12/2017	2017-62	<b>B</b>	Assistant de conservation	Bibliothécaire	<b>Titulaire</b>	01/01/2018	35 H
08/01/2019	2019-05	<b>C</b>	Adjoint du patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Bibliothèque	<b>Titulaire</b>	01/02/2019	35 H
21/01/2020	2020-03	<b>C</b>	Adjoint du Patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Bibliothécaire adjointe	<b>Titulaire</b>	01/10/2020 <i>01/07/2008</i>	35 H TP 31h50
21/01/2020	2020-03	<b>C</b>	<i>Adjoint du Patrimoine Ppal de 2<sup>ème</sup> classe</i>	<i>Bibliothécaire adjointe</i>	<b>Disponibilité 3 ans</b>	19/03/2021	35 H
21/01/2020	2020-03	<b>C</b>	Adjoint du patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Bibliothécaire adjointe	<b>Titulaire</b>	20/06/2020	35 H

24/09/2003	2003-29	C	Adjoint du Patrimoine	Bibliothécaire	Titulaire	01/04/2017 01/10/2016	35 H
16/02/2012	2012-03	C	Adjoint du Patrimoine	Bibliothécaire adjointe	Titulaire	01/01/2019 19/03/2018	35 H TP 31h50
16/02/2015	2015-05	C	Adjoint du Patrimoine	Bibliothécaire	Titulaire	09/07/2019	35 H
18/07/2017	2017-29	C	Adjoint du patrimoine	Bibliothécaire adjoint	Titulaire	01/09/2018 01/09/2017	35 H
22/05/2018	2018-21	C	Adjoint du patrimoine	Bibliothécaire adjoint	Titulaire	01/01/2019	35 H
04/12/2018	2018-178	C	Adjoint du patrimoine	Bibliothécaire adjointe	Titulaire	01/01/2019	35 H
04/12/2018	2018-178	C	Adjoint du patrimoine	Bibliothécaire adjointe	Titulaire	01/01/2019	35 H
17/03/2020	2020-17	C	Adjoint du patrimoine	Bibliothécaire adjointe	Titulaire	01/05/2020	25 h 00
19/03/2019	2019-18	A	Attaché de conservation du patrimoine	Directeur de l'office de tourisme	Non-titulaire CDD 2ans	01/04/2020	35 h
14/03/2016	2016-08	A	Attaché de conservation du patrimoine	Directeur du service Culture-patrimoine	Titulaire	01/05/2016	35 H
15/12/2020	2020-213	C	Adjoint du patrimoine	Médiatrice du patrimoine en charge du développement des publics	Stagiaire	01/02/2021	35 h
04/12/2018	2018-179	B	Assistant de conservation du patrimoine	Médiatrice du patrimoine en charge de l'action éducative	Vacant	13/03/2021	35 H
14/12/2021	2021-	C	Adjoint du patrimoine	Magasinier	Vacant		35 h

23/09/2013	2013-82	<b>B</b>	AEA Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Direction et coordination des activités de l'école de musique et encadrement de l'équipe pédagog.	<b>Titulaire</b>	01/10/2013 01/09/2004	20 H 00
22/05/2018	2018-21	<b>B</b>	AEA Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Enseignement : piano	<b>Titulaire</b>	01/09/2018 01/03/2006	20 H 00
12/12/2017	2017-62	<b>B</b>	AEA Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Enseignement : saxophone	<b>Titulaire</b>	01/01/2018	11 H 30
10/07/2015	2015-26	<b>B</b>	AEA Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Enseignement : Eveil, I.M.S	<b>Titulaire</b>	01/08/2015 01/09/2008	11 H 00
15/10/2019	2019-63	<b>B</b>	AEA Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Enseignement : intervention musicale en milieu scolaire	<b>Titulaire</b>	01/09/2019	13 h 45
15/10/2019	2019-63	<b>B</b>	AEA Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Enseignement : accordéon, FM	<b>Titulaire</b>	01/09/2019 01/09/2009	12 H 00
08/01/2019	2019-05	<b>B</b>	AEA Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Direction adjointe - enseignement : piano, clarinette	<b>Titulaire</b>	23/09/2019 01/09/2003	20 H 00
12/12/2017	2017-62	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : guitare	<b>Titulaire</b>	01/09/2018	18 H 00
12/12/2017	2017-62	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : formation musicale, trompette, cor, atelier	<b>Titulaire</b>	01/01/2018	18 H 00
05/12/2017	2017-215	<b>B</b>	AEA Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Enseignement : intervention musicale en milieu scolaire	<b>Titulaire</b>	01/01/2018	20 H 00
21/01/2020	2020-03	<i>B</i>	<i>Assistant d'enseignement artistique ppal de 2<sup>ème</sup> cl</i>	<i>Enseignement : Formation musicale</i>	<i>Vacant</i>	<i>01/09/2021</i>	<i>5 H 15</i>
11/12/2018	2018-75	<b>B</b>	AEA principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Enseignement : chant	<b>Titulaire</b>	01/01/2019 01/09/2010	13 H 00

19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : violon	<b>Non-titulaire -CDI</b>	01/09/2021 <i>12/03/2012</i>	14 h 15
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : flûte traversière, formation musicale	<b>Non-titulaire -CDI</b>	01/09/2021	19 h 45
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : batterie, djembé	<b>Non-titulaire -CDI</b>	01/09/2021 <i>12/03/2012</i>	19 h 00
15/10/2018	2019-63	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : batterie, atelier	<b>Non-titulaire -CDI</b>	01/09/2019 <i>12/03/2012</i>	7 h 30
13/10/2020	2020-141	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : guitare et musiques actuelles	<b>CDD 1 an</b>	01/09/2020	9 H 00
13/10/2020	2020-141	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : piano	<b>Non-titulaire -CDD 1 an</b>	01/09/2020 <i>01/09/2010</i>	4 H 00
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : guitare, guitare basse	<b>Non-titulaire -CDD 1 an</b>	01/09/2021	19 h 30
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : piano	<b>Non-titulaire -CDD 1 an</b>	01/09/2021	12 h 30
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : formation musicale, clarinette	<b>Non-titulaire -CDI</b>	01/09/2021	13 h 00
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : piano, clavier	<b>Non-titulaire -CDI</b>	01/09/2021	11 h 30
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : formation musicale, flûte traversière	<b>Non-titulaire CDD 1 an</b>	01/09/2021	6 H 15
19/10/2021	2021-166	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : batterie, percussions	<b>Non-titulaire -CDD</b>	01/10/2021	7 h 00
17/10/2016	2016-26	<b>B</b>	<i>AEA Principal de 2<sup>ème</sup> classe</i>	<i>Enseignement : clarinette</i>	<b>Vacant</b>	01/09/2016 <i>01/01/2013</i>	1 h 75

17/10/2016	2016-26	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : théâtre	<b>Vacant</b>	01/09/2016	2 H 00
17/10/2016	2016-26	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : Théâtre	<b>Vacant</b>	01/09/2016	2 H 00
05/12/2017	2017-215	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : piano	<b>Vacant</b>	01/01/2018	1 H 32
15/10/2019	2019-63	<b>B</b>	Assistant d'enseignement artistique	Enseignement : guitare	<b>Vacant</b>	01/09/2020	11 h 30
18/07/2017	2017-29	<b>C</b>	Agent de maîtrise principal	Gestionnaire service technique	<b>Titulaire</b>	01/10/2017 01/10/2011	35 H TP 28 h
21/08/2018	2018-44	<b>B</b>	Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Assistant/Instructeur ADS	<b>Titulaire</b>	03/03/2020	35 H
15/06/2021	2021-123	<b>B</b>	Technicien	Instructeur du droit des sols – service Urbanisme	<b>Titulaire</b>	01/09/2021	35 h
21/01/2020	2020-03	<b>C</b>	Adjoint technique Ppal de 2 <sup>ème</sup> classe	Agent de service polyvalent – multi-accueil	<b>Titulaire</b>	01/09/2020	35 H
08/01/2019	2019-05	<b>C</b>	Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	Agent de service polyvalent – multi-accueil	<b>Disponibilité</b> <b>1 an</b>	01/03/2020	35 H
08/01/2019	2019-05	<b>C</b>	Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	Agent de service polyvalent – multi-accueil	<b>CDD remplac</b> <b>4 mois</b>	02/11/2021	35 H
04/07/2017	2017-122	<b>C</b>	Adjoint technique	Agent de service polyvalent – multi-accueil	<b>Titulaire</b>	01/09/2017	35 H
04/07/2017	2017-122	<b>C</b>	Adjoint technique	Agent de service polyvalent – multi-accueil	<b>Vacant</b>	01/09/2017	35 H

04/07/2017	2017-122	C	Adjoint technique	Agent de service polyvalent – multi-accueil	Disponibilité 1 an	01/10/2020	35 H
04/07/2017	2017-122	C	Adjoint technique	Agent de service polyvalent – multi-accueil	Stagiaire	01/10/2021	35 H
12/12/2017	2017-62	C	Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Agent de service polyvalent – multi-accueil	Titulaire	01/12/2017	35 H
05/06/2018	2018-77	C	Adjoint technique	Agent d'entretien Crèche Sully/L	Disponibilité 1 an	01/09/2021	35 h 00
05/06/2018	2018-77	C	Adjoint technique	Agent d'entretien Crèche Sully/L	Remplac dispo	04/10/2021 au 31/12/2021	35 h 00
15/10/2019	2019-63	C	Adjoint technique	Auxiliaire de puériculture	Titulaire	10/10/2019	35 h 00
03/12/2019	2019-172	C	Adjoint technique	Agent polyvalent Petite enfance	Vacant	13/03/2021	35 h 00
03/12/2019	2019-172	C	Adjoint technique	Auxiliaire de puériculture	Titulaire	19/08/2020	35 h 00
05/06/2018	2018-76	C	Adjoint technique	Portage des repas à domicile	Vacant	10/08/2019	12 h 50
19/03/2019	2019-18	B	Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Directeur des services techniques et en charge d'études et de conception des travaux	Titulaire	01/04/2019	35 h 00
05/03/2019	2019-12	C	Agent de maîtrise	Projectionniste cinéma	Vacant	29/03/2021	28 h 00
21/01/2020	2020-03	C	Adjoint technique	Animatrice ALSH	Titulaire	01/03/2020	12 h 01
19/10/2021	2021-166	C	Adjoint technique	Animatrice ALSH	Titulaire	01/01/2022	19 h 51
26/06/2020	2020-20	C	Agent de maîtrise	Technicienne rivières/ GEMAPI	Titulaire	14/09/2020	35 h 00
05/03/2019	2019-12	C	Adjoint technique	Projectionniste cinéma	Vacant	Supprimer au 01/01/2022	35 h 00

03/12/2019	2019-172	C	Adjoint technique	Agent polyvalent multi-accueil Ouzouer	Vacant	01/10/2021	35 h 00
03/12/2019	2019-172	C	Adjoint technique	Agent polyvalent multi-accueil Ouzouer	Stagiaire	24/08/2021	35 h 00
15/12/2020	2020-213	C	Adjoint technique	Agent polyvalent multi-accueil	Vacant	01/01/2021	17 h 30
15/06/2021	2021-123	C	Adjoint technique	Agent polyvalent ALSH	Stagiaire	01/09/2021	12 h 18
08/01/2019	2019-05	B	Chef de service de Police municipale ppal 1 <sup>ère</sup> classe	Direction et coordination du service de Police	Vacant	01/02/2019	35 H
16/02/2012	2012-04	C	Brigadier-chef principal	Responsable du service de police intercommunale	Titulaire	01/02/2019 01/06/2007	35 H
12/03/2014	2014-37	C	Gardien-Brigadier	Agent du service de police intercommunale	Titulaire	01/12/2018	35 H TP 50%
21/01/2020	2020-03	C	Brigadier-chef principal	Agent du service de police intercommunale	Titulaire	05/09/2020	35 H
06/02/2018	2018-03	C	Gardien-Brigadier	Agent du service de police intercommunale	Détachemen t pour stage	01/09/2021	35 H
06/02/2018	2018-03	C	Gardien-Brigadier	Agent du service de police intercommunale	Titulaire	01/05/2019	35 H
06/02/2018	2018-03	C	Gardien-Brigadier	Agent du service de police intercommunale	Titulaire	01/09/2019	35 H
15/06/2021	2021-123	C	Brigadier-chef principal	Agent du service de police intercommunale	Titulaire	01/08/2021	35 h
22/02/2007	2007-09	C	Gardien	Agent du service de police intercommunale	Vacant	-	35 H

04/11/2014 Sullias	N°105	<b>A</b>	Educateur de jeunes enfants de 2 <sup>ème</sup> classe	Responsable du Relais Petite enfance	<b>CDI</b>	01/01/2015	35 H
21/01/2020	2020-03	<b>A</b>	Educateur de jeunes enfants classe exceptionnelle	Coordinatrice Petite enfance	<b>Titulaire</b>	01/02/2020	35 H
		<b>B</b>	<i>Educateur principal de jeunes enfants</i>	<i>Educatrice Crèche Sully/Loire</i>	<b>Disponibilité 1 an</b>	<i>01/09/2019</i>	<i>35 H</i>
02/07/2019	2019-72	<b>A</b>	<i>Psychologue de classe normale</i>	<i>Psychologue – multi-accueil</i>	<b>Vacant</b>	<i>01/09/2020</i>	<i>3 h 67</i>
03/12/2019	2019-172	<b>A</b>	<i>Educateur de jeunes enfants de 2<sup>ème</sup> classe</i>	<i>Adjoint à la direction multi-accueil d'Ouzouer/Loire</i>	<b>Vacant</b>	<i>24/08/2021</i>	<i>35 H</i>
13/10/2020	2020-141	<b>B</b>	Educateur de jeunes enfants de 2 <sup>ème</sup> classe	Educateur de jeunes enfants Adjoint à la direction	<b>Non titulaire CDD 1 an</b>	01/07/2021	35 H
15/12/2014	2014-108	<b>C</b>	Auxiliaire de puériculture principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Animatrice Halte-garderie Ouzouer	<b>Non titulaire CDI</b>	01/03/2015	18 H 30
04/07/2017	2017-122	<b>A</b>	Puéricultrice hors classe	Secrétariat/Petite enfance/Enfance	<b>Titulaire</b>	01/09/2017	35 H
26/05/2020	2020-08	<b>A</b>	Puéricultrice classe normale	Puéricultrice – Direction Multi-accueil de Sully/Loire	<b>Titulaire</b>	24/08/2020	35 h
03/12/2019	2019-172	<b>A</b>	Puéricultrice de classe normale	Puéricultrice – Direction Multi-accueil d'Ouzouer	<b>Titulaire</b>	01/04/2020	35 h
26/06/2020	2020-20	<b>C</b>	Auxiliaire de Puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Auxiliaire de puériculture – multi-accueil	<b>Non titulaire CDD 1 an</b>	30/08/2021	35 H
04/07/2017	2017-122	<b>C</b>	<i>Auxiliaire de Puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe</i>	<i>Auxiliaire de puériculture – multi-accueil</i>	<b>Vacant</b>	<i>01/09/2017</i>	<i>35 H</i>
22/05/2018	2018-21	<b>C</b>	Auxiliaire de Puériculture principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Auxiliaire de puériculture – multi-accueil	<b>Titulaire</b>	01/07/2018	35 H

22/05/2018	2018-21	C	Auxiliaire de Puériculture principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Auxiliaire de puériculture – multi-accueil	Titulaire	01/07/2018	35 H
22/05/2018	2018-21	C	<i>Auxiliaire de Puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe</i>	<i>Auxiliaire de puériculture – multi-accueil</i>	Vacant	01/07/2018	35 H
15/12/2020	2020-213	C	Auxiliaire de Puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Auxiliaire de puériculture – multi-accueil	Non-titulaire –CDD 1 an	01/01/2021	35 H
03/10/2017	2017-170	C	Auxiliaire de Puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Auxiliaire de puériculture – multi-accueil	Titulaire	01/10/2018	35 H
04/07/2017	2017-122	C	Auxiliaire de Puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Auxiliaire de puériculture – multi-accueil	Non-titulaire –CDD 1 an	28/08/2021	35 H
02/07/2019	2019-72	C	Auxiliaire de Puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Auxiliaire de puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe – multi-accueil	Stagiaire	01/10/2021	35 h
03/12/2019	2019-172	C	Auxiliaire de puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Auxiliaire de puériculture Multi-accueil d'Ouzouer	Non-titulaire –CDD 1 an	27/08/2021	35 h
13/10/2020	2020-141	C	<i>Auxiliaire de Puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe</i>	<i>Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe – multi-accueil Ouzouer</i>	Vacant	01/11/2020	35 h
11/12/2018	2018-75	B	Animateur principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Directrice Petite enfance/Enfance	Titulaire	01/01/2019	35 h 00
17/03/2020	2020-17	B	Animateur principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Directrice-animatrice ALSH de Sully	Titulaire	01/04/2020	35 h 00
19/11/2019	2019-75	C	ATSEM principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Directrice-animatrice ALSH Les Bordes	Titulaire	01/07/2019	9 H 68
08/01/2019	2019-05	C	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Directrice/animatrice ALSH Neuvy en sullias	Titulaire	01/11/2019	24 h 34
10/07/2018	2018-35	C	Adjoint d'animation	Animatrice multi-accueil de Sully et ALSH	Titulaire	01/09/2019	35 H 00

05/06/2018	2018-78	C	Adjoint d'animation	Animatrice multi-accueil d'Ouzouer	Titulaire	01/09/2019	35 H 00
15/10/2019	2019-63	C	Adjoint d'animation	Animatrice ALSH Dampierre	Non titulaire CDI	01/12/2019 01/03/2015	15 H 56
13/04/2015	2015-15	C	Adjoint d'animation	Animatrice ALSH Les Bordes	Titulaire	01/03/2015	3 H 70
02/02/2021	2021-07	C	Adjoint d'animation	Animatrice ALSH Les Bordes	Titulaire	01/03/2021	18 H 55
21/01/2020	2020-03	C	Adjoint d'animation principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Animateur service ALSH	Titulaire	01/11/2020	31 H 50
04/11/2014 Sullias		B	Animateur	Coordinateur jeunesse	Vacant	17/08/2020	35 H 00
18/07/2017	2017-29	C	Adjoint d'animation	Animatrice animation jeunesse	Titulaire	16/10/2019	35 H 00
10/07/2018	2018-35	C	Adjoint d'animation	Animatrice animation jeunesse	Titulaire	06/11/2021	35 h 00
17/03/2020	2020-17	C	Adjoint d'animation	Animateur animation jeunesse	Vacant	01/07/2020	35 h 00
21/01/2020	2020-03	C	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Secrétaire administrative – Antenne emploi	Titulaire	01/07/2020	35 h 00
21/01/2020	2020-03	C	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Animateur – Politique de la ville	Titulaire	01/07/2020	35 h 00
15/06/2021	2021-123	C	Adjoint d'animation	Animatrice ALSH	Stagiaire	01/09/2021	19 h 52

**Au 14/12/2021 : 151 postes permanents dont 31 vacants - 120 pourvus dont 107,19 ETP**

**92 titulaires/stagiaires et 28 contractuels**

**9 mises en disponibilité.**

**EMPLOIS non permanents – Accroissement temporaire d'activité ou Saisonnier (7 au 14/12/2021)**

Date de la délibération	N° de la délibération	Catégorie	Grade	Fonction	Statut	Date de Nomination	Nombre heures hebdo.
12/12/2017	2017-64	C	Adjoint technique	Agent polyvalent Petite enfance	Accroit temp CDD	11/03/2021 au 10/03/2022	17 h 30 35 h 00
12/12/2017	2017-64	C	Adjoint technique	Agent polyvalent Petite enfance	Accroit temp CDD	22/03/2021 au 21/03/2022	35 h 00
12/12/2017	2017-64	C	Rédacteur	Chargée de programmation culturelle	Saisonnier	25/06/2021 au 24/12/2021	17 h 30

12/12/2017	2017-64	<b>C</b>	Rédacteur	Chargée de programmation culturelle	Accroit temp CDD	25/12/2021 au 24/06/2022	35 h 00
27/07/2017	2021-152	<b>C</b>	Adjoint administratif	Conseiller numérique Maison France service	Contrat projet 2 ans	01/09/2021 au 31/08/2023	35 h 00
27/07/2017	2021-152	<b>C</b>	Adjoint technique	Portage des repas à domicile	Rnvt Accroit temp CDD	02/10/2021 au 31/12/2021	12 h 30
12/12/2017	2017-64	<b>C</b>	Adjoint d'animation	Animatrice ALSH	Saisonnier	08/09/2021 au 24/12/2021	19 h 36
12/12/2017	2017-64	<b>C</b>	Adjoint technique	Agent polyvalent Petite enfance	Accroit temp CDD	02/11/2021 au 01/11/2022	17 h 30

## EMPLOIS de droit privé (1)

ORGANISME	N° de la délibération	Contrat	Fonction	Statut	Date de Nomination	Nombre heures hebdo.
Préfecture Pôle emploi	2020-du 03/11/2020	Adulte-relais	Agent d'accueil – Maison pour Tous	CDD 3 ans	01/05/2021 au 10/03/2024	35 h 00

### Agents communaux mise à disposition (14)

Date de la délibération	N° de la délibération	Catégorie	Grade	Fonction	Statut	Date de convention	Nombre heures hebdo.
27/01/2017	2017-42	B	Animateur	Directrice-animatrice - ALSH Ouzouer/Loire	Titulaire	01/01/2017	300h/an au 01/09/20
04/07/2017	2017-122	C	Adjoint d'animation	Animateur - ALSH Sully/Loire	Stagiaire	01/09/2018	780h/an au 01/09/19
?		C	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Portage de repas à domicile	Titulaire	01/01/2018	12 h 30 Sem paires
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint technique ppal	Agent polyvalent – ALSH St Benoit	Titulaire	01/09/2021 31/08/2024	32 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint technique	Agent polyvalent – ALSH St Benoit	Titulaire	01/09/2021 31/08/2024	238 h/an

04/07/2017	2017-42	C	Adjoint technique Ppal 1 <sup>ère</sup> classe	Animatrice – ALSH St Benoit	Titulaire	01/09/2021 31/08/2024	95 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint technique Ppal 1 <sup>ère</sup> classe	Animatrice – ALSH St Benoit	Titulaire	01/09/2021 31/08/2024	281 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint d'animation	Animateur – ALSH Ouzouer/Dampierre	Titulaire	01/09/2021 31/08/2024	792 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint d'animation ??	Animatrice – ALSH Neuvy en Sullias	Titulaire	01/09/2021 31/08/2024	432 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint d'animation	Animatrice – ALSH Ouzouer/Dampierre	Titulaire	01/09/2021 31/08/2024	612 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint d'animation	Animateur – ALSH Ouzouer/Dampierre	Titulaire	22/09/2020 21/09/2023	612 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint d'animation	Animatrice – ALSH Ouzouer/Dampierre	Titulaire	16/10/2019 15/10/2022	43 2h/an
04/07/2017	2017-42	C	Adjoint d'animation	Animatrice – ALSH Ouzouer/Dampierre	Titulaire	16/10/2019 15/10/2022	288 h/an
04/07/2017	2017-42	C	Agent de maîtrise	Agent d'entretien – ALSH Les Bordes	Titulaire	01/09/2020 31/08/2023	72 h/an

**TOTAL : 128 agents + 14 mises à disposition**

